

La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique



Sampras entre dans l'histoire avec un 7^e titre à Wimbledon
page S8

13 BLUE JAYS
3 MONTRÉAL EXPOS
page S3



Auto: Sport extrême
page C1

Camp David: coup dur pour Barak
page B3



1 3 4 6 ♦ MONTRÉAL, LUNDI 10 JUILLET 2000 • 116^e ANNÉE, NO 256, 56 PAGES, 4 CAHIERS • 60 ¢ TAXES EN SUS / EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC, HULL-OTTAWA 70 ¢

Sida: l'ONU réclame 3 milliards

Les pays occidentaux sont aussi invités à effacer la dette de l'Afrique

ISABELLE HACHEY
envoyée spéciale
DURBAN, Afrique du Sud

Le président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, a affirmé hier soir que l'Afrique ne peut blâmer un seul virus pour tous ses maux. Selon lui, c'est la pauvreté qui est la plus grande faucheuse du continent, ce qui n'empêchera pas son gouvernement d'intensifier sa campagne de lutte contre l'épidémie du sida.

Le directeur exécutif de l'ONUSIDA, Peter Piot, a quant à lui profité de l'ouverture de la 13^e Conférence internationale sur le sida de Durban pour réclamer trois milliards US et l'annulation de la dette des pays africains ravagés par l'épidémie afin de mieux combattre ce que les scientifiques considèrent être devenu l'ennemi public numéro un à l'échelle mondiale.

Le président Mbeki, qui a semé la controverse en remettant en question l'origine virale du sida - un fait scientifique établi depuis 17 ans - a été applaudi par des milliers de délégués lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence. Son discours, tout en nuances, n'était pourtant pas aussi clair que l'avait espéré la majorité des scientifiques de la conférence. Ces derniers auraient voulu que Mbeki affirme que le lien entre le VIH et le sida existe bel et bien. Il ne l'a pas fait.

« Certains considèrent que les questions soulevées par mon gouvernement et moi autour de l'enjeu



Cérémonie d'ouverture de la 13^e Conférence internationale sur le sida à Durban, en Afrique du Sud.

du VIH/sida (...) est un écart de conduite grave, criminel et génocidaire. Ce que j'entends dire de façon répétitive, stridente, colérique, est : ne posez aucune question ! », a dit Mbeki. « Je crois que nous devrions parler honnêtement et franchement, avec une tolérance suffisante pour respecter les points de vue de chacun, avec une tolérance suffisante pour permettre à chaque voix d'être entendue. »

Le président a longuement cité un rapport de 1995 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui souligne que la pauvreté extrême est responsable la plupart des morts, souffrances et maladies d'un bout à l'autre de la planète.

« J'en suis venu à la conclusion que les Africains sont confrontés à une crise de santé aux proportions énormes », a dit Mbeki, ajoutant que l'une des conséquences de

cette crise était le « phénomène profondément troublant » de l'affaiblissement du système immunitaire de millions de gens. « Il me semble que nous ne pouvons blâmer un seul virus pour tout. »

Le président a tout de même assuré que son gouvernement intensifiera sa campagne de lutte contre

Day veut affronter Chrétien

GILLES TOUPIN
envoyé spécial, TORONTO

Stockwell Day, le nouveau chef de l'opposition officielle, entend participer à une élection complémentaire dès cet été et occuper un siège aux Communes dès la rentrée parlementaire le 18 septembre.

Le premier chef de l'histoire de l'Alliance canadienne n'a pas attendu longtemps après sa victoire fracassante samedi soir pour annoncer son plan de match. Il a fait savoir au premier ministre Jean Chrétien, lors d'une conversation téléphonique, qu'il souhaitait se soumettre le plus vite possible au verdict des urnes pour occuper le siège qui lui revient à la chambre basse. M. Day souhaite que cette élection complémentaire se fasse dans sa province, en Alberta.

« Il y a une tradition dans ce pays, a commenté le député Jason Kenny, l'un de ses lieutenants, qui veut que le premier ministre fasse tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la vie à un nouveau chef de l'opposition officielle. »

M. Day a écrasé Preston Manning au deuxième tour du scrutin à la direction de l'Alliance, auquel 115 000 membres du parti ont participé, soit à peu près le même nombre qu'au premier tour.

Rubriques

Arts et spectacles .. B7 à B10	Le monde B3
- horaire télévision B10	Loteries A2, A10 et A15
- horaire spectacle B10	Mots croisés B11 et S10
- jazz B7	Mot mystère B11
Bandes dessinées B11	Petites annonces C8
Bridge C11	- immobilier C8 et C9
Décès C11	- marchandises C9
Économie B1, B4 à B6	- emplois C9
Étes-vous observateur C8	- automobile C9 à C11
Feuilleton B11	- affaires B4
Horoscope C9	Politique A10

MÉTÉO

Nuageux avec averses
Max. 23, min. 13
cahier Sports, page 16

http://lapresse.infinet.net

La pluie n'a pas découragé les amateurs de jazz

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

Malgré « une des pires températures de son histoire », le 21^e Festival international de jazz de Montréal se solde sur une note plus que positive, selon ses organisateurs.

Records d'assistance, programmation exceptionnelle, ventes sur le site accrues et recettes de billetterie sans précédent : tel est le bilan officiel du dernier FIJM, livré hier en conférence de presse par le président-fondateur Alain Simard. En plus de résorber un déficit accumulé depuis 1995, le Festival enregistrerait même un léger surplus, estimé entre 100 000 \$ et 150 000 \$ par M. Simard.

sidérant les nombreuses soirées de pluie, surtout pendant les week-ends. Selon M. Simard, ce succès paradoxal est largement dû à la « ténacité et une bonne humeur communicative » du public qui a bravé le mauvais temps. Les organisateurs ont par ailleurs relevé une plus grande affluente noté pendant la semaine et en après-midi, compensant ainsi pour les fins de journée pluvieuses et moins fréquentées.

compte des foules, le FIJM estime que l'assistance totale a « sans doute » excédé les 1,6 million de visiteurs. Cette affluente s'est notamment manifestée lors du Grand Événement de mardi (le carnaval brésilien de Timbalada) : selon le FIJM, 225 000 personnes ont déambulé sur le site avant, pendant et après le spectacle. Il s'agirait d'un « record absolu », l'hommage au Cirque du Soleil ayant drainé 196 000 personnes en 1995.

Le chiffre de 125 000 publié dans *La Presse* de mercredi et obtenu du SPCUM après le spectacle n'aurait pas dû être dévoilé, nous a précisé hier le commandant André Durocher du service des communi-

cations au SPCUM : « Il ne nous appartient pas de donner des estimations de foule. »

Succès populaire en salles également, avec plus de 100 000 spectateurs pour ses 127 événements payants, les recettes de billetterie atteignant le 2,3 millions de dollars. Avec le concert de Sting présenté « dans le cadre » du FIJM, ce chiffre s'élève à 3 millions de dollars : « Du jamais vu dans l'histoire du festival. »

Peu de concerts à guichets fermés mais « beaucoup de salles très pleines », a ajouté Alain Simard, en évoquant un taux d'occupation en

Ce bilan a de quoi étonner, Bien qu'il ne fasse plus le dé-

« Qu'est-ce que tu vas dire à la veuve, Sam ? »



C'était un dimanche soir d'été. Plus précisément le 8 juillet 1990. John Ciaccia, alors ministre des Affaires autochtones du Québec, tournait en rond dans sa vaste maison à Beaconsfield. La crise d'Oka n'avait pas encore éclaté, mais ce n'était plus qu'une question d'heures. Le ministre le sentait. Après des semaines de pourparlers, le maire d'Oka refusait toujours d'abandonner son projet d'agrandissement de golf d'Oka à même le cimetière ancestrale autochtone. Ce soir-là, en désespoir de cause, John Ciaccia a appelé Sam Elkas, alors ministre de

la Sécurité publique. Il l'a joint dans sa maison de North Hatley dans les Cantons de l'Est.

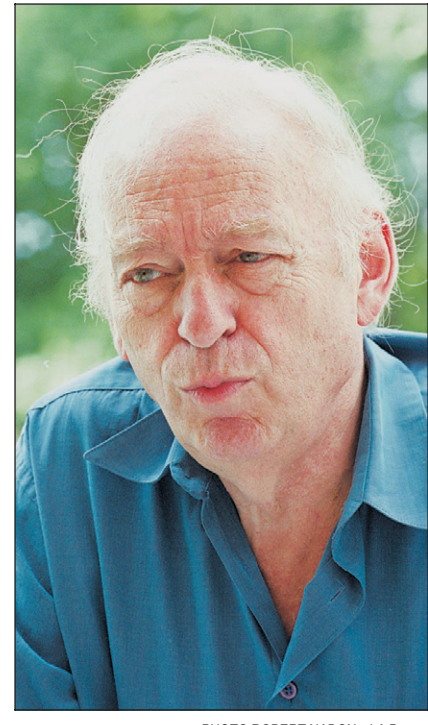
« Ça va mal, Sam ; ça va très mal, Sam. Il va y avoir de la violence à Oka, c'est inévitable », lui a-t-il dit en substance. Sam Elkas est resté imperturbable, trouvant que son collègue s'énervait pour rien, que la situation n'était pas si catastrophique et que tout allait finir par s'arranger.

John Ciaccia ne sait pas ce qu'il lui a pris. Il sait seulement que pour frapper l'imagination de son collègue, pour lui faire comprendre l'imminence d'un affrontement, il a lâché une drôle de phrase.

« Qu'est-ce que tu vas dire à la

veuve, Sam ? À la veuve du policier qui va être abattu, qu'est-ce que tu vas lui dire, Sam ? » La phrase prémonitrice était sortie toute seule comme une balle perdue sans que John Ciaccia ne sache exactement d'où elle venait. Elkas l'a chassé du revers de la main en se faisant rassurant : « les gars de la SQ sont des sharp-shooters, John. »

Dix ans plus tard, à quelques heures de la publication de *La crise d'Oka, miroir de notre âme* qui sera lancé demain par Léméac et que Ciaccia a mis trois ans à écrire, cette phrase le hante encore. Le hantera longtemps.



John Ciaccia

Grande liquidation GM **0,9%**

de financement à l'achat

Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

CHEVROLET Oldsmobile GM

Suites de la une

Day veut affronter Chrétien

Sida: l'ONU réclame 3 milliards



Le nouveau chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, entend participer à une élection complémentaire dès cet été.

SIDA / Suite de la A1

le sida, en encourageant notamment l'utilisation de condoms, en contribuant à l'effort international pour mettre au point des médicaments antiviraux et un vaccin contre le sida.

Plus tôt dans la journée, près de 4000 protestataires ont marché dans les rues de Durban pour réclamer des médicaments abordables aux grandes compagnies pharmaceutiques pour les nations pauvres et en voie de développement. Les marcheurs, parmi lesquels Winnie Madikizela-Mandela, ont aussi accusé Mbeki d'agir trop lentement dans sa lutte contre le sida. Avec 4,2 millions de personnes infectées par le virus, l'Afrique du Sud a l'un des taux de contamination les plus élevés du monde.

D'autre part, le Dr Piot de l'ONUSIDA a affirmé qu'un « minimum » de trois milliards US était désormais nécessaire pour que la prévention et les soins aient un impact quelconque en Afrique subsaharienne. L'objectif est ambitieux, puisqu'il représente dix fois plus que les ressources présentement disponibles. « Vous pouvez dire que c'est absolument impossible, mais c'est la sécurité des nations qui est en jeu. »

« Le déséquilibre croissant des ressources observé dans le monde est le moteur du VIH/sida en Afrique », a dit le Dr Piot. Ce déséquilibre « coûte des millions de vies chaque année ». Il a lancé un appel aux gouvernements africains et étrangers, aux organismes et aux entreprises. « Il nous faut dans l'immédiat trois milliards de dollars pour la prévention et la prise en charge des besoins les plus élémentaires en Afrique, sans même envisager la question des thérapies associées. »

Soulignant que le sida tue désormais dix fois plus de personnes que la guerre sur le continent africain, le Dr Piot a aussi demandé aux gouvernements des pays les plus riches d'annuler la dette des nations africaines les plus touchées par l'épidémie, afin que les milliards écolés au service de la dette puissent être consacrés aux soins de santé et à la prévention du sida.

L'ensemble des pays africains consacrent 15 milliards chaque année pour rembourser les pays riches - quatre fois plus que pour la santé et l'éducation - alors que la totalité des dépenses intérieures et internationales sur le sida en Afrique dépassent à peine 300 millions. Le président sud-africain Thabo Mbeki a récemment affirmé qu'il tenterait de mettre de la pression auprès de ses homologues des pays étrangers pour soulager la dette nationale de 100 milliards US. L'argent récolté, a-t-il promis, serait notamment utilisé pour améliorer un système de santé de plus en plus chancelant.

Enfin, une conférence de presse portant sur la Déclaration de Durban, signée récemment par plus de 5000 scientifiques, a été annulée hier, vraisemblablement pour des raisons « diplomatiques ». La Déclaration, qui réitère que l'origine virale du sida ne fait aucun doute, aurait froissé le président d'Afrique du Sud, qui a entrepris il y a quelques mois de réviser toutes les théories acquises sur le sida pour faire face à l'épidémie - y compris les plus controversées.

Huit blessés dans une collision

Une collision frontale entre deux voitures a fait huit blessés, dont trois graves, hier soir, à Upton, à l'intersection de la route 116 et du 20^e rang, près de Saint-Hyacinthe. L'accident est survenu vers 19h40, indique la Sûreté du Québec. Selon les premières constatations, le conducteur d'une Honda Accord, âgé de 30 ans, aurait effectué un dépassement.

DAY / Suite de la A1

L'ancien ministre des Finances de l'Alberta a en effet gagné dans toutes les provinces du pays avec 72 349 voix contre 41 869 pour Manning, soit avec un pourcentage de 63,4 des voix.

L'ampleur de la victoire de Stockwell Day rend évidemment la transition de l'équipe Manning à la sienne beaucoup plus facile, a estimé Jason Kenny. « Cela rend l'unification du parti plus facile à faire. Personne ne peut douter du caractère démocratique du processus. Chuck Strahl (le leader en Chambre de l'Alliance), un chaud partisan de Preston, a même déclaré que l'importance du mandat donné à M. Day par les membres serait extrêmement utile pour refaire l'unité du parti. »

Deux députés albertains semblent prêts, selon M. Day, à céder leur place pour lui permettre de se présenter dans une élection complémentaire. Il s'agit des comtés de Yellowhead, comté que Joe Clark, le chef conservateur, a déjà remporté à trois reprises, et le comté de Calgary-Sud-Ouest. Mais M. Clark, qui dans un geste de défi a annoncé samedi qu'il tenait à participer à la course, souhaiterait se présenter dans Calgary-Centre contre Stockwell Day.

« M. Clark risque qu'on lui serve la médecine qu'il réclame », a réagi hier Rod Love, l'organisateur de M. Day. Quant à ce dernier, il n'a pas encore pris de décision mais il s'est dit « stimulé » par l'idée d'affronter Joe Clark. Il n'est pas prêt cependant à déloger le député allianciste Eric Lowther de Calgary-Centre, même si ce dernier a appuyé Preston Manning. « Je ne veux pas mettre de la pression sur un député qui fait un bon travail là où il est, a-t-il expliqué. J'ai un grand res-

pect pour Eric. »

Le programme du nouveau chef pour les prochains jours et même les prochains mois est d'ores et déjà très chargé. Aujourd'hui, il réunit son état-major à Aylmer pour déterminer quelles seront ses priorités. « Nous avons un long calendrier de transition, a déclaré Rod Love hier. Toute la journée mardi ainsi que mercredi matin, Stock rencontrera un à un les députés du caucus pendant une quinzaine de minutes. Mercredi après-midi, il présidera à son premier caucus alors que jeudi il consacra la journée à faire des appels téléphoniques. »

« Parce que nous avons mené une campagne positive, a affirmé Jason Kenny, il y a peu de rancoeur de l'autre côté. J'anticipe que le caucus va se ressouder mercredi. Nous allons donner le temps à ceux qui étaient passionnément derrière Preston d'accepter ce qui s'est produit samedi. Mais ce ne sera pas difficile. »

Par la suite, M. Day entend rester sur la route tout l'été et une bonne partie de l'automne. En août, il passera deux semaines au Québec afin de polir son français et de se présenter aux Québécois. « Stock est un gars qui travaille dur, a commenté Rod Love, et qui aime être sur la route et rencontrer les gens. Je pense que vous allez le voir partout à travers le pays pendant tout l'été. »

Le chef de l'Alliance canadienne a confié qu'il rencontrera Preston Manning en tête-à-tête au cours des prochains jours pour discuter avec lui de son rôle futur. M. Day a fait l'éloge de M. Manning samedi soir et a affirmé que tout était possible pour l'homme à l'origine du nouveau parti. M. Day souhaite que M. Manning occupe un poste majeur à ses côtés et qu'il lui fasse profiter de sa grande expérience.

La pluie n'a pas découragé les amateurs de jazz

LA PLUIE / Suite de la A1

salle de 90 %. Si on exclut les billets de faveur et les billets vendus aux commanditaires, on tournerait autour du 80 %.

Au FIJM, on signale que près de la moitié des 26 concerts livrés à guichets fermés mettaient en vedette des musiciens locaux. On se réjouit également d'avoir constaté un rajeunissement « marqué » dans la faune festivalière, puisque cela répond à un des objectifs visés. Côté artistique, les responsables de la programmation Johanne Bougie et Laurent Saulnier ont retenu les spectacles de Brad Mehldau, Dianne Reeves, Enrico Rava et le Paolo Fresu Quintet, Masada, Lenine, Marc Ribot, Marcio Faraco, Medeski, Martin & Wood, ainsi que les deux séries Invitation consacrées au contrebassiste Dave Holland et au guitariste Jim Hall. En extérieur, bons souvenirs de Orishas, P18, Bernard Primeau Jazz Ensemble, Jonas & the Blues Blooded, Rockie Charles, la série ska au grand complet et le trompettiste Erik Truffaz.

Pour sa prochaine édition, le FIJM comptera sur de nouvelles aides gouvernementales, dont une participation accrue de Développement économique Canada, qui porte sa participation à 1,5 million sur trois ans, ainsi que les nouveaux fonds consentis par Québec à la Société des Événements majeurs internationaux du Québec.

Ajouté au surplus de cette année, cela permettra au Festival (qui roule présentement sur un budget de 13 millions de dollars - dont 2 millions de subventions) de ramener la série de jazz d'avant-garde au Musée d'Art Contemporain l'an prochain. Les organisateurs se proposent également de présenter des concerts hors-saison durant toute l'année avec des musiciens locaux, comblant ainsi le vide laissé par la défunte Saison Jazz Montréal.

« C'est un nouveau cycle qui commence pour le Festival de jazz », a observé Alain Simard, en évoquant ces projets d'avenir et le rajeunissement de son équipe. « Nous avons maintenant en main la marge de manoeuvre qui nous permettra de regarder droit devant. »



Alain Simard

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
 Abonnement : (514) 285-6911
 Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
 Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
 Samedi de 7 h à midi
 Dimanche de 7 h à 11 h
 Rédaction : (514) 285-7070
 Promotion : (514) 285-7100
 Les petites annonces : (514) 285-7111
 Télécopieur : (514) 848-6287
 Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
 Décès, remerciements : (514) 285-6816
 Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
 Grandes annonces
 Détaillants : (514) 285-6931
 National, TéléPlus : (514) 285-7306
 Carrières et professions,
 Nominations : (514) 285-7320
 Comptabilité
 Grandes annonces : (514) 285-6892
 Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. <http://lapresse.infinit.net>
 Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650 - Port de retour garanti. (USP5003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne à trois chiffres : 5-0-9 à quatre chiffres : 1-1-5-6

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donateurs aux endroits suivants :
 ■ à Montréal : Centre des donateurs de sang, Centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30 ;
 ■ à Saint-Cyrille-de-Wendover : La communauté de Saint-Cyrille-de-Wendover, La Flèche d'Or, 4912, rue Principale, de 14 h 30 à 20 h ;
 ■ à Grenville : organisée par les Chevaliers de Colomb - Conseil 3188, Centre communautaire, 21, rue Tri-Jean, de 14 h à 20 h ;
 ■ à Papineauville : de la municipalité de Papineauville en collaboration avec les organismes communautaires et le Centre de la petite enfance de la Petite Nation, Centre communautaire Papineauville, 378c, rue Papineau, de 14 h à 20 h ;
 ■ à Saint-Martine : Caserne du Service des Incendies, 2, rue des Copains, de 14 h 30 à 20 h 30.

DEMAIN DANS LA PRESSE



La course au traitement

Depuis une dizaine d'années, un millier de laboratoires à travers le monde explorent un nouveau traitement contre le cancer, la thérapie antiangiogénique. La Presse sous la plume de Kim Landry présentera demain trois des leaders de cette course, les américaines Eugen et Cytran et la québécoise Aeterna. L'enjeu : un marché pouvant atteindre 6,4 milliards US sur une période de dix ans.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison
 Vous voulez vous faire entendre?
 Répondez à la question du jour:
 — par téléphone, en composant le 514-285-7333;
 — par Internet : <http://lapresse.infinit.net>
Accepteriez-vous de payer une taxe spéciale pour financer des mesures visant à contrer le sida en Afrique ?

La « Pottermania » vous incite-t-elle à lire le nouveau tome des aventures de Harry Potter ? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

**Oui: 21 %
 Non: 79 %**

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Trois morts

■ Deux jeunes de 19 ans ont perdu la vie vers 2 h 10 la nuit dernière dans un accident de la route survenu à Saint-Romuald en banlieue de Québec. Mathieu Doré, de Saint-Augustin-de-Desmaurres, et Louis-Philippe Bélanger de Cap-Rouge, se trouvaient à bord d'une Honda Civic lorsque celle-ci a capoté sur l'autoroute 20 en direction ouest, près de la sortie donnant accès au pont Pierre-Laporte. Par ailleurs, un homme d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort à bord de son véhicule tôt hier matin sur le Grand Rang à Saint-Clothilde-de-Château-guay. Un automobiliste passant dans le secteur a aperçu une voiture gisant renversée dans un fossé et a immédiatement alerté les policiers. Les pompiers ont également été appelés en renfort afin de dégager la victime avec des pinces de désincarcération.

Entrepôt incendié

■ Un système de chauffage défectueux serait à l'origine d'un incendie d'une rare violence qui a complètement ravagé un entrepôt de la petite municipalité de Pointe-des-Cascades, voisine de Vaudreuil-Dorion, la nuit dernière. Les flammes, atteignant souvent plusieurs mètres de hauteur, ont détruit le bâtiment contenant meubles, outils et marchandises, causant des dommages évalués à 75 000 \$. Des témoins ont indiqué avoir entendu des explosions. Par chance, l'incendie n'a fait aucun blessé.

Nouvel investissement dans les sacs

■ Le Fonds de solidarité de la FTQ a annoncé hier qu'il investissait une nouvelle somme de 1,3 million dans l'entreprise Desavenn-Sac de Grand-Mère, spécialisée dans la fabrication de sacs en papier à parois multiples (2 à 5 épaisseurs) destinés à l'emballage de produits manufacturiers tels le sucre, le ciment et les produits chimiques. L'argent consenti permettra de redresser le fonds de roulement de l'entreprise, d'automatiser une partie de la production et de préserver les 57 emplois actuels.

La peur se dissipe lentement au camping Tropicana

HUGO DUMAS
GRANBY

« Après les coups de feu vendredi soir, tous les parents du camping ont *pogné* leurs enfants par le fond de culotte et les ont rentrés *drette* dans les roulottes. »

Hier après-midi, sous une fine pluie, jeunes enfants et adolescents ont de nouveau déambulé dans les « rues » du vaste terrain de camping Tropicana du canton de Granby où Martin Bourget, une relation des Rock Machine, a été froidement assassiné vendredi soir.

La peur se dissipe lentement au camping de la rue Principale, où un important parc de roulottes est immobilisé depuis le début de l'été. Tous les voisins interrogés par *La Presse* au sujet du meurtre de Bourget ont systématiquement refusé de décliner leurs noms ou d'être pris en photo. Même les responsables du Tropicana ont tenu à ce que leurs noms ne soient pas publiés.

Martin Bourget, 35 ans, sa conjointe et leurs deux fillettes habitaient, pour une partie de l'été, une belle roulotte blanche et bleue de la 24^e Avenue, dans la partie ouest du camping. Bourget fréquentait le Tropicana depuis environ un an, dit une responsable de l'endroit. Par contre, ses parents, sa soeur et d'autres membres de sa famille y ont élu domicile estival depuis des années, estiment des voisins.

Il était près de 20 h 15, vendredi, quand Bourget est revenu « de faire sa commande », confie une voisine. « À côté de la roulotte de Martin, deux gars l'attendaient dans un Jeep Cherokee. Il y en a un qui est sorti avec une mitraillette dans les mains », poursuit la dame. À ce moment, la conjointe du motard et ses deux petites filles vaquent à leurs occupations dans la roulotte, dont les murs ne sont pas très épais.

« Pour éviter que des balles n'atteignent des membres de sa famille, Martin a crié au tireur : « Viens-t'en mon *estie* ». Puis, il a sauté par-dessus la clôture qui sépare son terrain de celui de ses parents et il est parti à la course », dit cette voisine.

La poursuite n'a pas duré bien longtemps. Bourget a été criblé de plusieurs balles. Le proche des Rock Machine s'est ensuite retourné, a titubé, puis s'est effondré sur une table de pique-nique, à quelques mètres du lot occupé par ses parents. Les ambulanciers n'ont pu le sauver. « Quand c'est arrivé, son père dormait dans la roulotte et sa mère s'était cachée dans la remise », dit la voisine.

Autour, la panique a gagné les campeurs, qui se sont rapidement enfermés dans leurs roulottes. C'est que les coups de feu ont été tirés dans l'endroit du camping où les enfants fourmillent en plus grand nombre. L'assassin, qui portait une fausse barbe, a déguerpé avec un complice, abandonnant le Jeep Cherokee en feu dans une carrière de sable du camping. Une autre voiture les attendait tout près, garée dans la rue Lise.

Toute la journée, des campeurs ont aperçu le fameux Jeep Cherokee rôder dans les rues du Tropicana. « Il y a même un petit gars qui leur a dit de ralentir, car ils roulaient trop vite. Il s'est fait répondre : « Qu'est-ce que tu nous veux *toé tabarnak* », dit une voisine.

Hier, les rideaux étaient tous tirés dans la roulotte des Bourget. « C'était un gars bien serviable. Des gens sont venus chercher son PT Cruiser hier. Aujourd'hui, ils ont pris sa *van* », dit un autre voisin.

C'est la première fois en 35 ans d'existence que le Tropicana est secoué par un événement aussi violent. « J'ai pas dormi de la nuit, même si j'ai pris une pilule pour les nerfs. Je n'ai même pas défait mon lit. J'espère que ça ne fera pas de mauvaise publicité, car c'est un bon camping ici. Il y a même Franck Olivier qui s'en vient donner un spectacle », confie une dame, alors que la pluie tambourine sur l'auvent de sa roulotte.

Lachine se lance dans le transport illégal, aidée par la police de la CUM

MARTIN PELCHAT
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Parce qu'elle voulait donner un coup de main à une entreprise de son territoire, la municipalité de Lachine a déployé l'artillerie lourde, il y a trois semaines, afin d'empêcher les contrôleurs routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec de mettre fin à un transport illégal par camion d'imposantes pièces de pont.

La Ville a d'abord tenté de faire obstacle à l'intervention des contrôleurs en fermant le chemin du Canal, où devaient circuler les camions les 22 et 23 juin. Elle a alors plaidé que les contrôleurs n'y avaient plus juridiction parce que la rue n'était plus publique mais privée.

L'astuce n'a toutefois pas résisté à l'analyse du contentieux du ministère des Transports du Québec, qui a confirmé aux contrôleurs routiers leur droit de s'opposer au transport sans permis de ces énormes pièces métalliques.

C'est alors que le maire de Lachine, William McCulloch, a eu recours à une procédure aussi exceptionnelle qu'inattendue. Il a décrété les mesures d'urgence, de sorte que c'est avec la bénédiction de la police de la CUM que les camions ont pu emprunter le chemin du Canal jusqu'à une barge du canal Lachine. Les pièces fabriquées par la compagnie ADF — anciennement Dominion Bridge — ont ainsi pu partir le 23 juin pour Boston.

Ces manoeuvres ont empêché les contrôleurs

routiers de retirer les camions de la circulation, comme le leur permet la politique de conformité de la SAAQ. « On n'a pas ouvert une guerre avec la police », explique le porte-parole de l'Unité autonome de service du contrôle routier, Roger Saint-Laurent.

Les contrôleurs ont toutefois émis une dizaine de constats d'infraction contre le camionneur ontarien qui avait reçu le contrat de transport d'ADF. Selon M. Saint-Laurent, le transporteur a péché en négligeant d'obtenir les permis spéciaux nécessaires à ce type de transport hors normes et en utilisant des véhicules non immatriculés au Québec. « On a donné des constats d'infraction sur tous les mouvements illégaux, dit-il. C'est transmis au ministère de la Justice. »

Mais la SAAQ s'inquiète surtout du précédent créé par Lachine. Elle a confié à un responsable du contentieux du MTQ, Pierre Michaud, le soin d'examiner l'affaire. « On ne souhaite évidemment pas qu'on puisse utiliser des moyens comme ça pour faire du transport sans permis, dit M. Saint-Laurent. Il ne faudrait pas que ça fasse boule de neige. On tient mordicus à ce que les règlements soient appliqués. » Le transport hors normes requiert des mesures spéciales de sécurité, note-t-il.

Les contrôleurs sont intervenus la première fois le 20 juin, après avoir été avisés par un plaignant. Ils ont alors sommé le camionneur sans permis de retourner dans la cour de l'usine d'ADF. Ce qui fut fait. ADF a alors demandé l'aide de la municipalité, en expliquant que le transporteur à qui elle avait donné le contrat avait négligé d'obtenir les permis nécessaires.

« On a vu qu'ils étaient mal pris et qu'il y

avait des échéances à respecter, explique le conseiller municipal Yves Lemire. On a essayé par tous les moyens disponibles de les avantager pour qu'ils puissent faire leur livraison en temps voulu. » Selon M. Lemire, Lachine a aussi demandé à ADF d'obtenir les permis de la SAAQ.

Mais si le conseil était d'accord pour le premier recours — à la rue « privée » —, il n'approuve pas pour autant la décision du maire McCulloch d'en appeler aux mesures d'urgence, ajoute M. Lemire, selon qui les conseillers ont été placés devant le fait accompli. La Loi des cités et villes donne bien le pouvoir aux villes de décréter les mesures d'urgence, mais elles n'y ont généralement recours que lorsque le gouvernement a d'abord reconnu la situation d'urgence, comme dans le cas de la tempête de verglas, souligne le conseiller Lemire.

M. McCulloch, qui est à couteaux tirés avec le conseil et l'administration depuis son élection en 1997, affirme de son côté qu'il y avait un réel danger pour le public, parce que les rues allaient être envahies pour les festivités de la Saint-Jean-Baptiste pendant la soirée du 23 juin et que la barge d'ADF voisinait une piste cyclable ainsi que le Yacht Club. Le commandant du poste de police de quartier, Stéphane Lemieux, reconnaissait lui aussi le risque, selon le maire.

Il y avait donc, de l'avis de ce dernier, urgence de compléter le transport des pièces. « Je n'ai jamais vérifié s'ils avaient leur permis ou non, dit M. McCulloch. Qu'ils aient leur permis ou pas, ce n'était pas à moi de le vérifier. Ce qui m'intéressait, c'était la sécurité d'abord. »

Le conseiller Lemire précise par ailleurs qu'ADF a remboursé à la Ville les frais occasionnés par le transport des structures, comme l'enlèvement temporaire des lampadaires.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Dixième Pow Wow

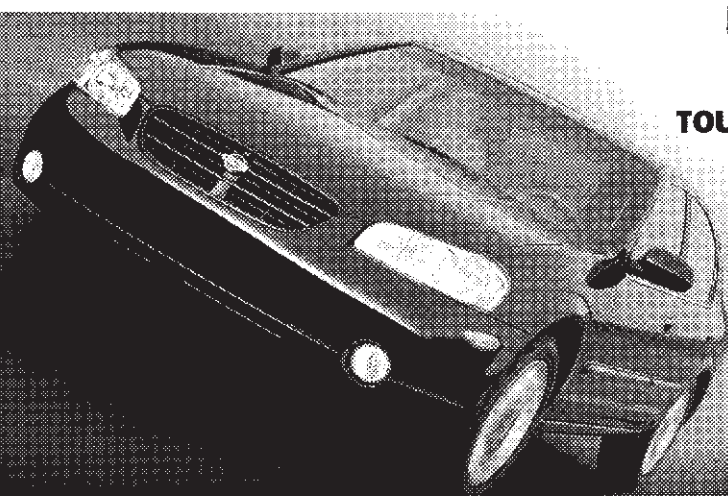
Pour une dixième année consécutive, les communautés autochtones de Kahnawake et de Kanesatake organisaient leur Pow Wow annuel en fin de semaine, un événement qui a attiré des milliers de personnes. Ce Pow Wow a pour but de célébrer l'héritage culturel des peuples des Premières Nations mais aussi à tisser des liens avec les non-autochtones invités à participer à ces célébrations. Le Regroupement de solidarité avec les autochtones organisait d'ailleurs le transport en autobus pour s'y rendre. Cet organisme mis sur pied le jour même du début de la crise d'Oka (11 juillet 1990) regroupe environ 150 personnes visant à favoriser une meilleure compréhension des réalités et de la culture autochtone. Au programme des activités tenues en fin de semaine : chant, danse, cuisine traditionnelle, artisanat autochtone et autres. Des visites au site archéologique de la Pointe-du-Buisson, qui fut un camp de base pour la chasse et la pêche des Premières Nations, étaient également organisées. Sur la photo, Russ Blackbird, de Walpole Island (Ontario), et Jason Withehouse, du Michigan, reprennent leur souffle entre deux danses traditionnelles.

389\$ PAR MOIS, LOCATION 48 MOIS* OU FINANCEMENT
À PARTIR DE 2,8%** ■ MEILLEURE BERLINE SPORTIVE SELON L'AJAC!
■ MOTEUR V6 DE 222 CHEVAUX ■ CLIMATISEUR AVEC RÉGULATEUR AUTOMATIQUE DE L'AIR AMBIANT ■ RADIO AM/FM/CD 6 HAUT-PARLEURS ■ SYSTÈME ANTIVOL ET ANTIDÉMARRAGE ■ SYSTÈME DE FREINS ABS ■ SIÈGES AVANT CHAUFFANTS
■ JANTES EN ALLIAGE ■ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
VOUS EN AVEZ TOUJOURS PLUS AVEC LA MAXIMA

2000



TOUJOURS PLUS LOIN.



*Location de 48 mois pour la Maxima GXE (U4RG70 CK00). Acompte ou échange équivalent de 4 595\$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois, 4,8% pour 48 mois et 6,8% pour 60 mois. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. †Meilleure berline sportive saison l'Association des Journalistes Automobile du Canada. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

Les scientifiques surveillent Thabo Mbeki

« Si un président est honnête avec son peuple, les campagnes de prévention fonctionnent »



Isabelle Hachey

envoyée spéciale
DURBAN, Afrique du Sud

La 13^e Conférence internationale sur le sida s'est ouverte sur un fond de controverse hier à Durban, alors que le président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, semble toujours entretenir des doutes sur l'origine virale de la maladie. Les scientifiques du monde entier crient à l'hérésie, tandis que les Sud-Africains tentent de comprendre ce qui pousse leur président à accorder un crédit quelconque à la pseudoscience défendue par une poignée de « dissidents » américains.

« Pour nous, il n'y a aucun débat. Aucune question. Il est inacceptable que nos opinions scientifiques soient compromises ou contredites par les politiciens du monde, pour quelque raison que ce soit. La science est la vérité, et nous combattons toujours pour la vérité. »

Mark Wainberg est un homme en colère. Le président de la Société internationale du SIDA est l'un des instigateurs de la récente Déclaration de Durban, signée par 5000 scientifiques de la planète et réitérant que le lien entre la séropositivité et le sida est depuis longtemps incontestable. Qu'un leader politique influent sur tout le continent africain en doute encore déplaît souverainement au chercheur de renommée mondiale de l'Université McGill et de l'Hôpital général juif de Montréal.

« Si on permet ce type de débat, cela va provoquer énormément de confusion, surtout chez les plus vulnérables, qui sont toujours les moins éduqués et les plus pauvres. En tant que scientifiques, notre mandat est de limiter le nombre de cas de VIH en donnant l'information nécessaire, à l'échelle mondiale, pour combattre cette infection », dit le Dr Wainberg. Il va

plus loin en estimant qu'il est « difficile d'imaginer que ce type de déclaration n'ait pas déjà eu un effet sur la population sud-africaine ».

Comment Thabo Mbeki, 57 ans, un homme brillant et diplômé en économie de l'Université du Sussex de Grande-Bretagne, peut-il souscrire aux thèses farfelues de révisionnistes comme le Californien Peter Duesberg -qui affirme que le sida n'est pas contagieux, mais plutôt une succession de manifestations pathologiques comme la diarrhée et la malnutrition? Que peut-il y gagner?

Il serait réducteur d'attribuer au président une ignorance crasse ou une sorte de folie passagère. La réponse est beaucoup plus complexe, et elle demande un certain recul. D'abord, Mbeki n'a jamais formellement nié le lien entre le VIH et le sida. Mais il a provoqué la controverse en invitant les révisionnistes à siéger au sein d'un comité spécial chargé de revoir l'ensemble des connaissances acquises sur l'épidémie, leur donnant ainsi une tribune et une crédibilité inespérées.

Piqué au vif par les critiques de la communauté internationale, Mbeki a attisé le feu dans une lettre hargneuse adressée au président américain et au secrétaire général de l'ONU, en avril, où il dénonçait « une campagne d'intimidation intellectuelle et de terrorisme » digne de l'époque médiévale, alors qu'on brûlait les livres des dissidents. La lettre, privée, a été coulée dans les médias. Elle réaffirmait surtout le désir du président de trouver une solution africaine au désastre du sida qui ravage son pays, où une personne sur huit est désormais infectée par le virus.

La querelle entre le président sud-africain et les Occidentaux remonte à plus loin encore. Il y a trois ans, le gouvernement de Nelson Mandela -dirigé en pratique par Mbeki- a tenté d'importer des cocktails antiviraux de l'Inde, où les médicaments génériques sont beaucoup moins chers. Les multinationales pharmaceutiques et le gouvernement américain ont répliqué en traînant l'Afrique du Sud

devant les tribunaux, affirmant que le pays violait leurs droits de propriété intellectuelle.

L'affaire, toujours pendante, a donné mauvaise presse aux multinationales, accusées de vouloir s'enrichir sans tenir compte des millions de personnes qui meurent comme des mouches, privées de médicaments. Elle a aussi renforcé le ressentiment du président, qui fait fréquemment appel à la « renaissance africaine » dans ses discours. Les observateurs soulignent que Mbeki, condamné à l'exil sous l'apartheid, a toujours éprouvé un profond besoin de rejeter l'idéologie et, surtout, la condescendance occidentales.

Alors que 300 millions US sont dépensés chaque année pour lutter contre le sida en Afrique, où se concentre 70 % des personnes infectées, les pays riches, qui représentent 10 % des cas de contamination, dépensent trois milliards par an en traitements complexes et coûteux. Dans ce contexte, il est évident que les solutions occidentales ne peuvent être appliquées avec succès en Afrique.

L'ironie dans tout cela, c'est que les solutions avancées par Mbeki n'ont rien d'africaines, mais viennent d'un groupe marginal de scientifiques américains... et c'est ce qui choque le Dr Wainberg, qui reconnaît par ailleurs que l'Afrique subsaharienne est au bord du gouffre.

« Au Québec, c'est le gouvernement qui assume le coût des médicaments comme le 3TC, qui coûtent environ 15 000 \$ par an. Ce n'est pas le cas en Afrique. À l'échelle mondiale, 95 % des personnes infectées ne peuvent se payer le traitement. Et même si les compagnies pharmaceutiques réduisent le coût de leurs médicaments de 80 %, comme elles l'ont promis, combien de personnes pourront se permettre un traitement de 3000 \$? Cinq pour cent de plus? Ça veut dire



PHOTO AP

Afin de souligner l'ouverture de la 13^e Conférence internationale sur le sida, des ouvriers ont installé hier un ruban rouge géant sur un immeuble de la ville de Durban.

que 90 % des malades n'auront toujours pas accès aux médicaments!»

En fait, même si les traitements étaient complètement gratuits, il y aurait encore beaucoup de problèmes à régler, dit Stefano Vella, qui succédera à M. Wainberg à la tête de la Société après la conférence. « Il est très risqué de donner des médicaments dans des pays qui n'ont pas les infrastructures nécessaires. On peut faire plus de mal que de bien (si les médicaments ne sont pas administrés correctement), dit-il. Il n'y a pas de solution simple. L'enjeu, c'est l'inégalité entre les pays riches et pauvres. Ce n'est pas seulement une question de traitement. On a un vaccin pour la rougeole et malgré tout, 500 000 enfants en meurent chaque année en Afrique! »

Pour le Dr Wainberg et ses collègues, la seule solution réaliste et abordable en Afrique demeure la prévention. « Tous les scientifiques s'entendent pour dire que la meilleure solution, à long terme, n'est pas médicale, mais préventive, re-

connait M. Wainberg. Avec un taux de séropositivité de 25 % dans certains pays d'Afrique, je dois dire qu'il est trop tard pour la plupart de ces personnes infectées, qui n'ont pas les moyens de s'acheter de médicaments. D'ici dix à quinze ans, elles vont mourir. C'est dur, mais c'est la réalité. Ce que nous devons faire maintenant, c'est empêcher ces personnes de transmettre le virus ».

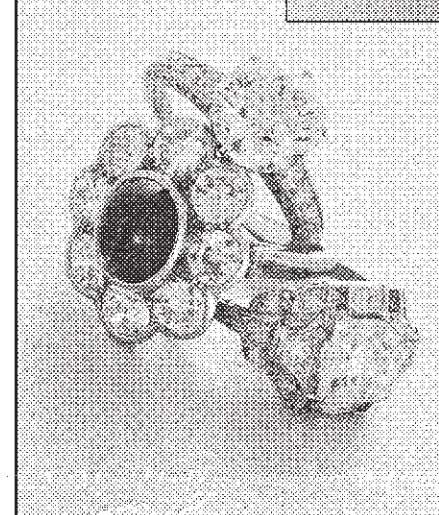
Et les leaders politiques ont un grand rôle à jouer dans ce message de prévention. En Ouganda, par exemple, le président Yoweri Museveni a été le premier leader d'Afrique à reconnaître que la menace que représentait le sida sur le développement national, il y a près de dix ans. L'implication de son gouvernement pour lutter contre la maladie a pour effet de réduire le taux de prévalence à 8 %, alors qu'il avait atteint 14 % au début des années 1990. « C'est la preuve que si un président est honnête avec son peuple, les campagnes de prévention fonctionnent », conclut le Dr Wainberg.



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
couteillerie en argent



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
Rolex • Philippe Patek • Cartier
• Vacheron et montres rares



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
diamants d'un demi-carat ou plus

Windsor inc.

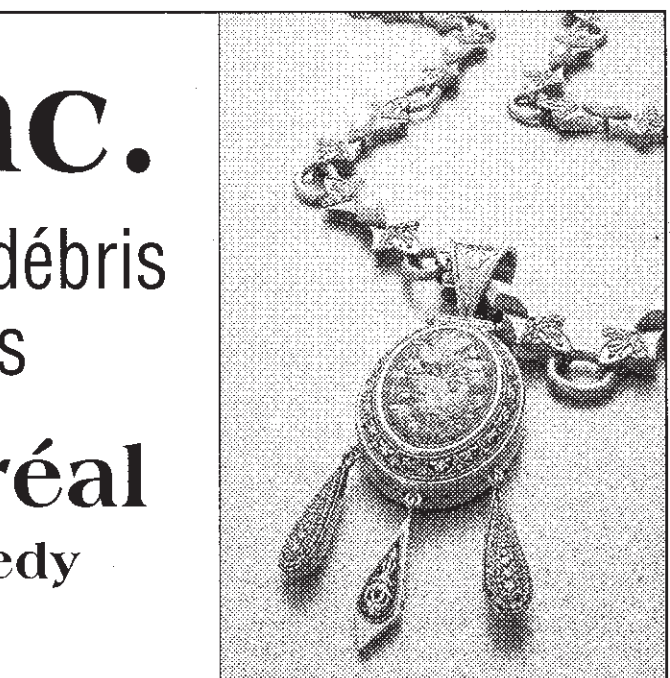
Nous achetons vos bijoux, débris d'or, montres, diamants

Hôtel Delta Montréal

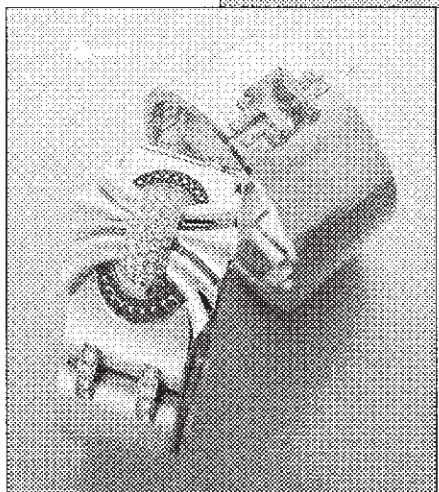
475, av. du Président-Kennedy
Montréal 514 286-1986

5 jours seulement
Du mardi 11 au samedi 15 juillet
de 10 h à 18 h

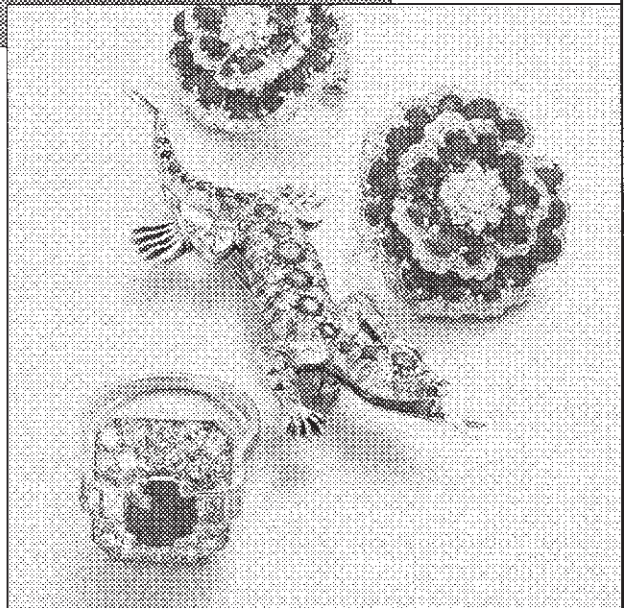
Vous pourrez rencontrer les experts internationaux de la compagnie Windsor, créée en 1976. Ils évalueront vos objets et vous feront une offre d'achat. Nous achetons tout, des objets les plus simples aux plus grandes collections. Rendez-vous possible à domicile ou à la banque pour les grandes collections. Aucun rendez-vous nécessaire, évaluation gratuite, paiement comptant sur-le-champ.



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
bijoux art déco et rétro



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
Cartier • Tiffany • Van Cleef et Arpels
Webb • Bulgari • etc.



PRIX TRÈS ÉLEVÉ PAYÉ POUR :
bijoux anciens

5 jours seulement
Du mardi 11 au samedi 15 juillet
de 10 h à 18 h

Hôtel Delta Montréal

475, av. du Président-Kennedy
Montréal 514 286-1986

Stationnement gratuit

Harel demande davantage de souplesse dans les assemblées de Lachine

ANDRÉ DUCHESNE

La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, demande au maire et aux conseillers municipaux de Lachine d'assouplir les nouvelles règles régissant le déroulement des assemblées du conseil municipal afin d'assurer une participation active des citoyens.

Dans une lettre datant du 28 juin, la ministre se dit sensible et préoccupée face aux représentations faites par quelque 500 citoyens concernant la nouvelle procédure des assemblées. Celle-ci limite à 190 le nombre de personnes pouvant assister aux séances et permet une seule question par citoyen, à la fin de la rencontre.

«C'est une belle victoire pour le citoyen ordinaire, se réjouit le maire William McCullock. C'est grâce aux efforts individuels de chacun si la ministre est intervenue. Elle a été impressionnée par la situation.»

En mars dernier, le premier magistrat avait exercé son droit de veto contre l'adoption de ce règlement destiné à préserver la quiétude et la sérénité lors des assemblées.

Il faut comprendre que plusieurs réunions ont été fort houleuses depuis l'élection de M. McCullock, entre autres ce printemps sur la question du projet de fusion avec LaSalle. Le droit de veto du maire étant temporaire, le règlement a tout de même été adopté.

Une des préoccupations de la ministre concerne la limitation du nombre de personnes aux assemblées. Le conseil veut limiter le nombre de places à 190 personnes assises. «Si la capacité de la salle de réunion est un facteur déterminant pour maintenir l'ordre et le décorum, le conseil aurait alors davantage à changer le lieu de ses séances plutôt que d'en limiter l'assistance», écrit-elle.

Quant à la période de questions, Mme Harel reconnaît qu'une disposition de la Loi sur les cités et villes permet d'en limiter le nombre par citoyens. «Il s'agit là d'une limite justifiable dans notre système démocratique, mais encore faut-il s'assurer que des questions supplémentaires pourront être posées par une même personne si le temps alloué à la période de questions le permet», dit-elle à ce sujet.

La ministre ne s'attarde pas aux autres dispositions du règlement, soit le rapport de la période de question et la suppression de la période de temps allouée exclusivement au maire. Par contre, elle indique qu'elle a demandé au président de la Commission municipale du Québec d'envoyer un de ses membres à Lachine dans le but de «vous aider à dénouer les difficultés de relation du maire avec le conseil municipal et les officiers municipaux».

Rappelons que le maire est à couteaux tirés avec les conseillers et le directeur général.

Conseiller municipal depuis 12 ans, Yves Lemire ne voit rien de réprobateur dans cette lettre. Au contraire, dit-il, les conseillers seront heureux d'accueillir un délégué de la Commission municipale dans l'espoir d'aplanir les différends avec le maire. Et il ne voit pas la nécessité de tenir des assemblées ailleurs, alors que la salle du conseil de Lachine est plus vaste que plusieurs salles d'autres villes de même taille.

De plus, dit-il, les protestataires contre le nouveau règlement ont exprimé leurs inquiétudes avant même que celui-ci ne soit appliqué. «Il faut faire une différence entre la théorie et la pratique, assure-t-il. À la dernière assemblée, les citoyens ont eu l'opportunité de poser plus d'une question.»

Cela ne suffit pas au maire McCullock. «Je veux revoir des assemblées avec du monde autorisé à être debout, comme auparavant», dit-il, qualifiant le nouveau règlement d'antidémocratique. Il entend tenir une rencontre ce soir à compter de 19h à l'hôtel de ville afin d'informer davantage les citoyens sur le contenu de la lettre de Mme Harel.

L'E. coli contamine l'eau d'Ottawa

■ Près de la moitié des puits artésiens de la Commission de la capitale nationale (CCN) sont contaminés par des colibacilles fécaux et le quart par la bactérie E. coli, celle-là même qui a fait plusieurs victimes à Walkerton. Les résultats des tests effectués sur 200 de 255 puits de la CCN ont été rendus publics vendredi. Un total de 40 % d'entre eux contiennent au-delà de la limite permise de colibacilles fécaux pour l'eau potable. La CCN a tout de suite pressé les utilisateurs de puits à faire bouillir leur eau. Ces puits sont situés un peu partout dans la région, au Québec comme en Ontario, par exemple dans le parc de la Gatineau et dans la vallée du lac Meech. La CCN a entrepris des traitements au chlore pour purifier l'eau des puits.

Les locataires de Villeray réclament des logements sociaux plutôt que des condos

MARTINE ROUX

Le projet de conversion de l'immeuble abritant la station de métro de Castelnau en commerces, bureaux et copropriétés hérisse l'Association des locataires de Villeray, qui réclame plutôt qu'on y crée des logements sociaux.

Désaffecté depuis 1988, l'immeuble sis à l'angle des rues Saint-Laurent et de Castelnau doit être prochainement rénové. Son propriétaire, Joao Monsanto, souhaite aménager des commerces de détail au rez-de-chaussée, des bureaux aux deux étages supérieurs ainsi que construire deux autres étages pouvant accueillir dix copropriétés. Le projet, qui déroge à la réglementation municipale, a été soumis le 27 juin à la Commission du développement urbain, qui a recommandé son approbation au comité exécutif.

Pour manifester leur opposition au projet, quelque 70 résidents ont participé hier à un pique-nique et à une marche de solidarité (sous la pluie!) à l'invitation de l'Association des locataires de Villeray. Selon eux, le quartier manque cruellement de logements sociaux: depuis un an, 250 condominiums

ont été construits dans Villeray ou sont en voie de l'être. À l'inverse, seuls 30 logements sociaux y ont été créés depuis 1992, notent-ils.

«Le taux de vacance a chuté sous les 3 % dans le quartier et les gens à faible revenu ont de plus en plus de difficulté à se loger à bon compte, déplore André Trépanier, coordonnateur de l'association. Nous craignons que le quartier soit victime du même phénomène de gentrification que le Plateau.»

Ce qui fait bondir les locataires, c'est que la Ville versera une subvention de 235 000 \$ sur cinq ans au propriétaire -en vertu du Programme de coopération industrielle Montréal (PROCIM) - si son projet reçoit la bénédiction du comité exécutif. Les éventuels acheteurs pourront aussi bénéficier d'un crédit de taxes foncières.

«L'automne dernier, le boulevard Saint-Laurent a été fermé à la circulation après qu'une partie de la façade se soit effondrée, rappelle M. Trépanier. Non seulement le propriétaire n'a pas reçu de contre-ventement mais on le récompense aujourd'hui en le subventionnant.»

L'association des locataires de Villeray a approché M. Monsanto à deux reprises pour acquérir l'immeuble vétuste -qu'elle désigne comme «l'usine de Castelnau», soutient son coordonnateur. «Nous estimons que nous aurions pu y aménager entre 25 et 45 loge-



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse ©

Environ 70 résidents de Villeray ont participé hier à un pique-nique et à une marche de solidarité pour dénoncer le manque de logements sociaux dont souffre leur quartier.

ments sociaux. Mais M. Monsanto demandait deux millions alors que notre budget ne nous permettait pas de dépasser 550 000 \$.»

Bien qu'ils aient déposé à la Ville en juin un mémoire exposant leur position, les locataires nourrissent peu d'illusions sur l'issue du dossier. «Le comité exécutif devrait adopter le projet au cours de l'été, poursuit M. Trépanier. Mais nous ne lâcherons pas le morceau: nous voulons démontrer qu'il y a

un déséquilibre important entre le financement public du logement social et l'accès à la propriété dans Villeray.»

Selon le coordonnateur du Front de réorganisation en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, Villeray est effectivement l'un des quartiers où «les besoins en termes de logements sociaux sont grandissants. Il y a peu de logements vacants, ce qui a un effet sur les prix des loyers».

Vert, droit devant

L'Île-Bizard acquiert 3,6 millions de pieds carrés de terrains boisés



Marie-Claude Girard

Mine de rien, une révolution verte est en cours à L'Île-Bizard, petite municipalité de 13 000 habitants au nord-ouest de l'île de Montréal.

Alors que la poussée du développement domiciliaire est plus forte que jamais, les électeurs de L'Île-Bizard ont porté au pouvoir l'automne dernier le parti vert du maire Normand Marinacci, un avocat qui se bat depuis dix ans contre le développement tous azimuts et le dézonage à la pièce. Le nouveau maire écolo travaille à réviser le plan d'urbanisme, limiter les possibilités de développement résidentiel et favoriser la culture de terres agricoles laissées en friche par des investisseurs qui rêvent d'y construire des maisons. A long terme, il vise aussi l'interdiction totale des pesticides, sauf pour les golfs et l'agriculture.

Oui au développement, dit-il, mais selon certains critères et surtout pas n'importe où. « On veut que l'île Bizard soit le jardin de la communauté urbaine. »

Le pourtour de l'île est convoité pour la construction de demeures très luxueuses, des « palaces » faits sur mesure sur de vastes terrains, comme le désormais célèbre château de quelque 26 000 pieds carrés qu'un résident de Montréal-Ouest fait bâtir dans l'ancien domaine d'une congrégation religieuse, sur la pointe est de l'île. Récemment, une autre demande de permis pour une maison d'environ un million a été déposée à la ville.

Si Pauline Marois, Guy Carboneau, Guy Lafleur et Claire Kirkland-Casgrain y ont élu domicile, L'Île-Bizard n'est pas qu'un paradis pour gens riches et/ou célèbres. Le centre de la ville est moins fortuné. Les projets résidentiels, vers le nord, attirent des familles de classe moyenne et élevée.

Le taux de taxes est alléchant : 1,32 \$ le 100 \$ d'évaluation. Le cadre champêtre est exceptionnel, à proximité de trois golfs, d'un grand

parc régional de la CUM. À la belle saison, un bateau-passeur fait la navette entre Laval et l'île. Quelques producteurs maraîchers y sont toujours actifs. Autre cas d'exception dans l'ouest de l'île de Montréal : la municipalité est à 70 % francophone.

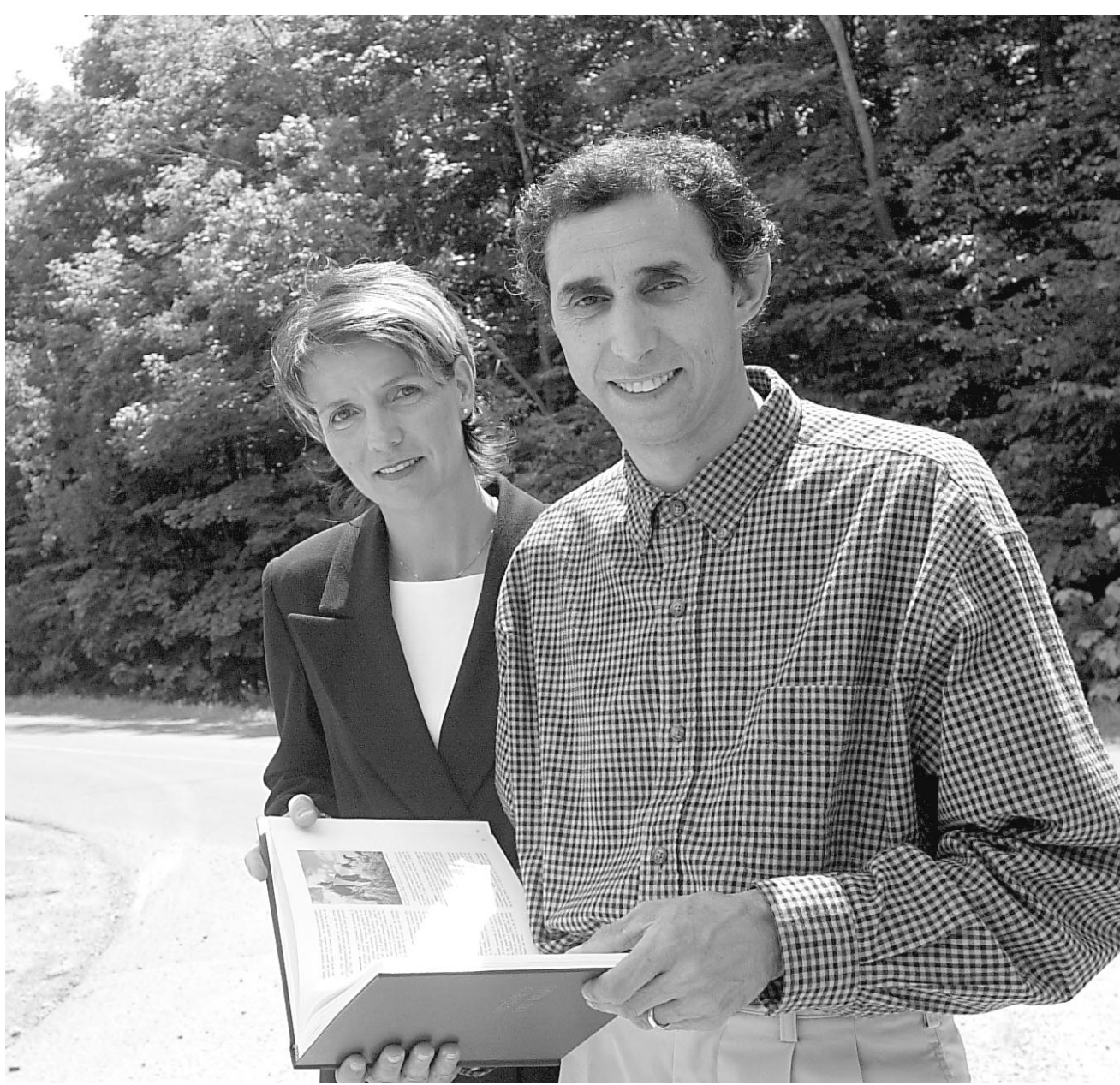
La semaine dernière, M. Marinacci a franchi un premier pas dans la réalisation de son programme. La municipalité a acheté 3,6 millions de pieds carrés de terrains boisés, dont certains adjacents au parc-nature du Bois-de-L'Île-Bizard, des terrains destinés en dernier lieu à la construction résidentielle et pour lesquels le groupe Grilli avait déjà fait une promesse d'achat.

Le prix : 125 000 \$, soit 3 cents le pied carré, le tout payé à même les surplus de la ville. En prime, l'administration récupère près de 70 000 \$ de taxes non payées par le syndic qui avait repris les terrains après la faillite de l'entreprise Griddec, filiale de Grilli, qui souhaitait reprendre les lots perdus, rapporte M. Marinacci. Situés en milieu humide, ils ont une valeur écologique appréciable. On y trouve des oiseaux nicheurs, des marais.

« Les gens disaient : c'est un rêveur, un idéaliste. Mais ce n'est pas parce qu'on est vert qu'on n'est pas capable d'administrer. » Tout sourire, le maire souligne que la CUM avait payé 98 cents le pied carré à Grilli lors de l'achat de terrains pour le parc-nature. À titre de comparaison, notons que Verdun a acheté récemment à l'Île-des-Sœurs trois millions de pieds carrés de terrain pour 6,67 millions \$, un prix plus de 50 fois supérieur à celui payé par L'Île-Bizard ! Mais à la différence de L'Île-Bizard, l'Île-des-Sœurs est à quelques minutes du centre-ville.

Quelques lots pourraient être revendus un jour à des promoteurs, mais l'essentiel des terrains seront préservés, assure le maire, qui n'a pas encore décidé de la forme de l'aménagement : échange avec la CUM, agrandissement du parc-nature, parc municipal. Chose certaine, le zonage sera modifié d'ici trois ans. Car Normand Marinacci a été élu avec seulement 26 voix d'avance sur le maire sortant, René Lecavalier. Il n'a évidemment pas l'appui des promoteurs. Il devra faire vite pour laisser une trace durable.

En plus des revenus de taxes foncières, la construction de la gigantesque maison de la pointe est un autre avantage pour la municipalité. Dix pour cent du domaine de 974 000 pieds carré doit être remis à la ville pour fins de parc, sous forme d'argent ou de terrain.



PHOTOS ARMAND TROTTIER, La Presse

« J'aimerais que le ministre Harel constate qu'il y a des municipalités qui préviennent l'étalement urbain », affirme Normand Marinacci, en compagnie de la conseillère Marie Bertrand, devant une partie des terrains que la ville veut préserver du développement résidentiel.

Le maire négocie d'ailleurs avec le propriétaire pour récupérer une bande menant au bord de l'eau qui a été zonée parc à l'époque où on songeait à agrandir le parc-nature, un projet arrêté par le moratoire de la CUM sur les espaces verts.

Pour l'équipe du parti Renouveau-Île-Bizard, toute fusion avec une autre municipalité est perçue comme une menace à son programme. L'île redeviendrait un grand terrain de jeu pour les promoteurs, estime M. Marinacci. Pour certains, il n'y a qu'une logique : plus de maisons, donc plus de taxes et plus de revenus pour la municipalité. Il faut aussi regarder la colonne des dépenses, dit-il. Moins de maisons signifie aussi

moins d'infrastructures et moins de dépenses.

« J'aimerais que le ministre Harel constate qu'il y a des municipalités qui préviennent l'étalement urbain. »

En 1990, 42 millions de pieds carrés ont été extraits du territoire agricole à L'Île-Bizard. De ce nombre, 13 millions de pieds carrés avaient été vendus par le promoteur au parc régional de la CUM. Le reste a été réservé au développement résidentiel.

Théoriquement, il reste de l'espace pour 400 à 450 maisons neuves dans les développements domiciliaires. Mais ce nombre pourrait diminuer. Dans ce cas, M. Mari-

nacci et son équipe s'apprentent à revoir le plan d'aménagement, notamment pour agrandir les lots et les espaces verts. On veut éviter les erreurs du passé en aérant l'espace entre les maisons et prévoyant davantage d'espaces verts, explique la conseillère Marie Bertrand.

Une autre menace pèse sur l'île. Le ministère des Transports a exproprié il y a de nombreuses années une bande de terrain en vue du prolongement de la 440 entre l'île de Montréal et Laval. Si le projet n'apparaît pas au dernier plan de transport, il n'est pas complètement mort non plus. Et ses conséquences seraient désastreuses aux yeux du maire : l'île et son parc-nature seraient coupés en deux.



Le bateau-passeur relie l'île Bizard et l'île Jésus durant la belle saison.



Infographie La Presse

Haricots jaunes en primeur

MARIE-CLAUDE GIRARD

Cette année, les premiers haricots jaunes sur le marché viennent de l'île Bizard. Ils ont poussé chez Claude Théorêt, producteur maraîcher de son état, entre un golf et un terrain en friche.

M. Théorêt est un des rares producteurs toujours actifs sur l'île, laquelle a pourtant une longue tradition agricole. Il a fait sa spécialité des pois mange-tout et des haricots. La terre est bonne. Entourée d'eau, l'île jouit d'un microclimat, souligne-t-il.

La pression du développement, il la sent tout particulièrement par l'abandon de terres zonées agricoles. Il n'arrive pas à les louer parce que des propriétaires préfèrent les laisser en friche dans l'attente d'un éventuel dézonage. C'est ce genre de situation que la nouvelle administration de la municipalité de L'Île-Bizard souhaite aujourd'hui éviter.

« Je ne blâme pas le développement. Mais quand les terres ne sont pas utilisées, laissez-nous donc les

utiliser », plaide de son côté M. Théorêt. Il a particulièrement besoin d'agrandir. Depuis l'achat d'IGA par Sobey's, à l'automne 98, on lui a signifié qu'il devrait augmenter sa production du tiers. Or, avant la faillite d'une filiale du groupe immobilier Grilli, il y a quelques années, M. Théorêt louait beaucoup plus de terres voisines des siennes. Aujourd'hui, il cultive une superficie réduite de moitié. Et en produisant plus sur les lots dont il dispose, il craint d'épuiser la terre.

« On est un peu folklorique. Quand t'es proche de la ville comme ça, il faut tout le temps faire des ponts sur les contraintes. » Agriculteur de père en fils depuis des générations, M. Théorêt n'est pas sûr qu'il serait prêt à aller recommencer à zéro dans une autre région. À moins peut-être qu'un de ses enfants opte aussi pour l'agriculture.

Il n'y a pas d'épandage de fumier ou d'élevage d'animaux sur la ferme Théorêt. Certaines frictions surviennent malgré tout quand, à 8h le samedi matin, le producteur part la pompe à eau près de chez son voisin pour irriguer ses terres...

Quant à la réglementation muni-

cipale sur les pesticides, elle ne l'incommoder pas trop. S'il se dit « vert », le maire Marinacci n'a pas encore interdit complètement l'utilisation de pesticides. Le règlement empêche tout épandage sur les terrains privés entre le 15 juin et le 15 septembre, sauf en cas d'infestation. L'interdiction ne s'applique toutefois pas aux golfs et producteurs agricoles, mais ceux-ci doivent rendre compte à la fin de l'année de tous les produits utilisés.

« Les engrais, on n'en met pas plus qu'il faut. Et les pesticides, on n'en abuse pas », note M. Théorêt. Il admet toutefois qu'il aurait d'autres choses à faire à l'automne que de remplir un rapport à la municipalité, rapport qu'il doit déjà faire au ministère de l'Environnement.

« Notre but, c'est l'interdiction totale » mais les golfs et les fermes en auront toujours besoin, admet M. Marinacci, qui veut s'inspirer de la réglementation de la ville d'Hudson, actuellement contestée en Cour suprême par la compagnie Chemlawn. La question est très sensible à L'Île-Bizard, où on a recensé il y a quelques années un nombre élevé d'enfants atteints de leucémie.



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

M. Théorêt a beau se dire « un peu folklorique », à produire des légumes si près de la ville, il a été le premier à livrer des haricots jaunes cet été.

Entrevue avec... John Ciaccia

Pour en finir avec Oka



Nathalie Petrowski

Pendant des semaines, des mois et des années, John Ciaccia a été incapable de parler de la crise d'Oka. Physiquement et émotionnellement incapable d'en parler.

Dès que le sujet arrivait sur le tapis, l'ancien ministre des Affaires autochtones du Québec, député libéral provincial de Mont-Royal pendant 25 ans, se fermait comme une huître. Il faut dire que de tous les ministres québécois de l'époque, c'est Ciaccia qui a été le plus malmené par l'opinion publique pendant les 78 jours de la crise. Traité de vendu et de pantin des Indiens pour s'être montré trop pro-Mohawk dès le début du conflit, accusé par la suite d'avoir mis à la disposition des autochtones son quai à la marina de Kahnawake, humilié publiquement par une photo de lui signant une entente avec un Warrior armé et masqué, objet d'insultes et de menaces de mort, John Ciaccia fut le grand bouc émissaire d'une des crises sociales les plus aiguës du Québec moderne.

Pas surprenant qu'il ait mis des années à digérer l'hostilité qui s'est déchaînée contre lui et qu'il ait attendu sept longues années avant de donner sa version de l'histoire. Sauf que ce n'est pas parce que John Ciaccia a pu enfin se vider le cœur en écrivant *La crise d'Oka, miroir de notre âme*, publié chez Leméac et lancé demain au restaurant Dai Baffoni dans la Petite Italie, qu'il est complètement remis de ses traumatismes.

Encore la semaine dernière lorsque je l'ai rencontré dans sa somptueuse demeure à colonnades blanches à Beaconsfield, John Ciaccia éprouvait une certaine difficulté à revenir sur ce qu'il qualifie de période la plus noire et la plus éprouvante de sa vie.

Le cadre enchanteur de la rencontre s'y prêtait pourtant. Nous étions en effet assis au soleil sur la terrasse surplombant un magnifique terrain paysager avec piscine creusée donnant sur le lac Saint-Louis. Au loin scintillait la marina de Kahnawake. Et juste à notre droite, planté au milieu du terrain, un totem, cadeau d'une tribu autochtone de la Colombie-Britannique offert quand il était sous-ministre de Jean Chrétien aux Affaires indiennes, semblait nous protéger contre l'adversité. Malgré cela, John Ciaccia se livrait avec prudence et parcimonie.

N'ayant pas couvert la crise d'Oka et n'ayant pas lu le livre de Ciaccia, je ne lui demandais pas grand-chose: seulement de parler de lui. Comment, humainement, il avait vécu cette crise. Comment il s'était senti le 11 juillet au matin lorsque le téléphone le tira de son sommeil pour lui annoncer qu'il y avait eu une violente fusillade et la

mort d'un homme à Oka. Mais Ciaccia résistait, répétant froidement et d'une voix morne la chronologie des faits connus de tous. Puis subitement, le ton a changé et les larmes aux yeux, Ciaccia s'est mis à me décrire la surveillance policière constante dont il faisait objet, les trois gardes du corps qui le suivaient dans tous ses déplacements, l'escouade anti-émeute qui avait envahi son terrain sur le lac Saint-Louis, le bruit des hélicoptères qui toute la nuit durant bourdonnaient furieusement au-dessus de sa tête, le plongeant dans un climat de terreur et d'insurrection.

«Un soir vers 10 heures, a-t-il ajouté, mon fils Marc est arrivé à l'improviste en voiture avec son petit bébé à l'arrière. Il venait à peine de s'engager dans l'allée que des policiers se sont précipités sur la voiture et lui ont pointé leur fusil au visage avec un air menaçant. Mon fils s'est mis à trembler comme une feuille. Mon propre fils, traité comme un bandit! Ça je ne l'ai jamais accepté, jamais..... »

Ciaccia se tait, les larmes aux yeux, rouge et ému. L'espace d'un instant, il vient de replonger dix ans en arrière et de retrouver la peur, la tension, la lourdeur, la violence, ce trouble glauque dans lequel il s'est enfoncé pendant des semaines et des mois.

«En 78 jours, j'ai vieilli d'au moins cinq ans. Tout ce qui est arrivé m'affectait au plus haut point. M'affectait personnellement. Oka, c'était devenu ma lutte à moi. Je savais très bien ce qu'il fallait faire. Je voyais qu'on ne le faisait pas par mauvaise foi, par manque de conscience, par ignorance et ça me mettait hors de moi.»

D'aucuns seront sans doute étonnés d'apprendre que les revendications ancestrales d'une poignée de Mohawks étaient devenues la cause intime et PERSONNELLE d'un immigrant italien, fils de travailleur, né à Ielsi entre Rome et Naples en 1933, arrivé au Canada à l'âge de 4 ans, élevé parmi les *blokes* de Notre-Dame-de-Grâce avant de devenir avocat chez Sam Steinberg, bref d'un homme dont la culture, l'éducation et les ambitions ont toujours été à des années lumières des peuples autochtones. Mais John Ciaccia ne voit pas tant de différence entre les autochtones et lui.

«Savez-vous ce que c'est de grandir à NDG dans les années 40 quand on s'appelle Ciaccia et qu'on se fait traiter de *wop* par tous les enfants anglais du coin qui rient de vous parce que vos parents sont italiens et qu'ils mangent des spaghetti. J'ai passé mon enfance à vivre deux vies. À la maison j'étais Gianbattista, le petit gars d'Angelina qui faisait tout ce que sa mère voulait et dehors, j'étais John, un enfant qui essayait en vain de se faire passer pour un *Wasp* (white anglo-saxon protestant). Alors pas besoin de chercher très loin pour voir que les Indiens, je me suis identifié à eux tout naturellement.»

Inutile de dire que le processus lui aura coûté cher. À 66 ans, John Ciaccia a l'air d'un homme usé et fatigué par la vie. D'un homme seul aussi. Divorcé de la mère de son unique fils, il vit en solitaire dans son immense château blanc. La maison a beau être tenue par Martha, qui lui sert à la fois de femme de ménage et de secrétaire,

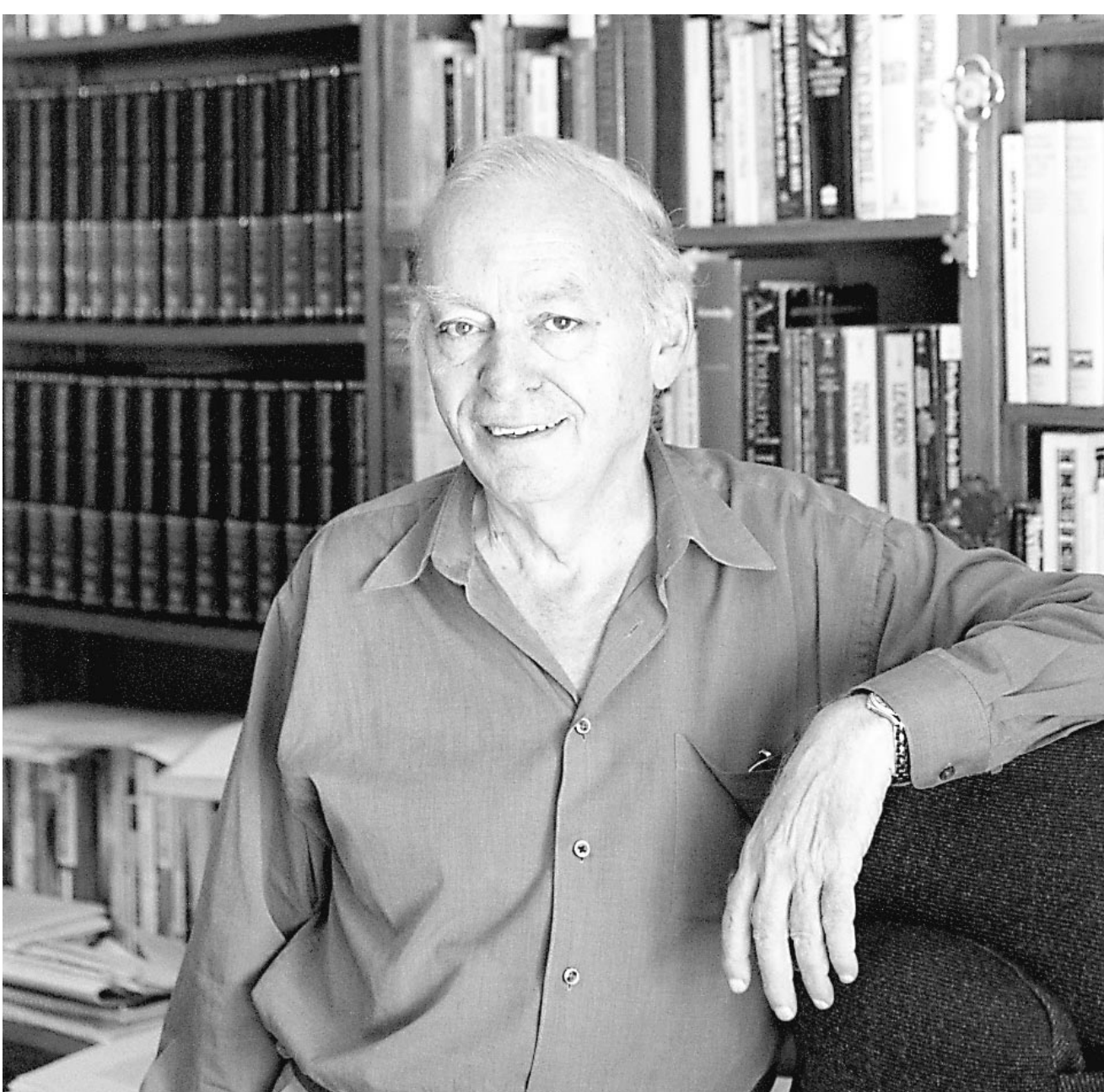


PHOTO ROBERT NADON, La Presse ©

John Ciaccia a traversé une dure période pendant la crise. «Oka, c'était devenu ma lutte à moi.»

c'est un endroit démesurément grand pour un seul homme. On imagine que Ciaccia a dû y passer plus d'une nuit blanche à arpenter les grands couloirs où à jouer du Scott Joplin sur le piano à queue dans le salon au luxe sombre et austère.

De l'avis de son ancienne attachée de presse, Ciaccia n'a pas fait de dépression en tant que telle après Oka, mais il a traversé une longue période de tourment intérieure. Il le confirme à sa manière:

«Pendant des années après Oka, j'ai vécu dans le déni le plus complet. Je ne voulais pas en parler ni y penser, ça me faisait trop mal. J'étais assommé. Peu importe où je me tournais, on me disait que c'était de ma faute. J'étais coupable de tous les maux. C'était comme si j'avais été condamné par tous mais sans procès. Au plan humain, c'est dévastateur.»

Malgré le silence et le déni, Ciaccia avait gardé ses notes prises tout au long de la crise. Idem pour son entourage politique qui avait soigneusement conservé les documents, lettres, télécopies, mémos, rapports et ententes consignés pendant les événements. En 1997, il s'est mis à les consulter. Puis en 1998, après avoir pris sa retraite définitive de la politique, il s'est mis à écrire: à écrire en anglais tandis que Suzanne Roch, son attachée de presse traduisait en français au fur et à mesure. Ciaccia avait la

ferme intention de publier simultanément dans les deux langues. Une entente avec une maison d'édition de Toronto était sur le point d'être conclue jusqu'au jour où les éditeurs ont lu le manuscrit de Ciaccia. Ce jour-là, tout s'est écroulé. L'éditeur torontois a refusé de publier le livre par crainte de poursuites. Le mot s'est passé chez tous les éditeurs du Canada anglais qui ont rejeté le manuscrit à tour de rôle.

Ciaccia ne comprend pas pourquoi. Il affirme que son livre n'est pas un règlement de comptes. Simplement un récit détaillé des événements tels qu'il les a vécus. Il concède que certains responsables (notamment au gouvernement fédéral) risquent de se sentir visés, mais c'était plus fort que lui. En écrivant, Ciaccia n'avait pas envie de maquiller la réalité ni de taire certaines vérités.

Du côté québécois, les choses se sont déroulées beaucoup mieux. Leméac n'a pas hésité à s'embarquer dans l'aventure sans même lire le manuscrit. Tenant toujours à ce qu'une version anglaise du livre paraisse en même temps que la version française, Ciaccia a donc décidé de se publier lui-même en anglais à compte d'auteur. Ironie du sort, quand les médias de Toronto ont eu vent de l'histoire, ils ont immédiatement voulu publier des extraits du manuscrit.

Ciaccia ignore quelle sera la réaction du public lorsque son livre se retrouvera en librairie demain.

Selon lui, tout est possible: aussi bien un accueil chaleureux qu'une volée de bois vert.

«La première fois, j'ai l'impression d'avoir été jugé et condamné sans procès. Cette fois-ci, si jamais on me condamne, au moins les gens sauront pourquoi. Ils auront tous les faits en main.»

Ciaccia n'a pas prévu quitter le pays cet été. Il se promet de se rattraper l'été prochain et de réaliser un rêve: celui de montrer l'Italie à ses deux petits-fils Eric et Nicolas. Il partira seul avec eux pendant un mois. À l'entendre, ces petits-fils sont désormais le centre de sa vie. Il y a des photos d'eux partout dans la maison et comme ils vivent dans son ancienne maison à quelques coins de rue, ils se voient régulièrement. Quant à Marc son fils, il est le président de la compagnie immobilière de son père. Bref, la tribu Ciaccia a beau ne pas être très peuplée, elle semble plus soudée que jamais.

Quant à «White Eagle» nommé chef honoraire par les Cris de l'Alberta du Nord, il veut tourner la page sur Oka et profiter de sa retraite en lisant, en jouant du piano, en s'amusant avec ses petits-fils et en voguant sur le lac Saint-Louis à bord de son voilier, bref en faisant tout ce que font les retraités ordinaires, sauf jouer au golf.

John Ciaccia n'a jamais été un golfeur. Et depuis Oka, il sait que ce n'est pas demain qu'il le deviendra.

260 chevaux. Ça fait trotter les idées.



La CL Type S 2001

P.D.S.F. 40 000 \$*

Pensez rusé, en fait de coupé sport de grand luxe. Pensez puissant moteur de 260 chevaux • boîte automatique séquentielle SportShift à 5 rapports • suspension indépendante à double fourchette aux quatre roues • système d'assistance de la stabilité du véhicule (VSA) • système de traction asservie (TCS) • sièges avant chauffés en cuir • toit ouvrant électrique • chaîne sonore Bose® avec changeur CD 6 disques • assistance routière 24 heures sur 24 • Composez le 1 888 9-ACURA-9 ou rendez-vous sur le site www.acura.ca pour obtenir plus de détails.



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

*P.D.S.F. de la CL Type S 2001. Transport et préparation (350 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur.

® Bose est une marque déposée de Bose Corporation.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
10 juillet 2000

Page A8 manquante

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
10 juillet 2000

Page A9 manquante

Politique

Élections à l'Assemblée des Premières Nations

Presse Canadienne
OTTAWA

L'Assemblée des Premières Nations, le plus important groupe de pression des autochtones au Canada, se choisira un nouveau chef cette semaine.

Le chef sortant, Phil Fontaine, se présente à nouveau au poste de chef de l'assemblée, contre trois autres candidats. Son adversaire le plus sérieux est Matthew Coon Come, du Québec. Néanmoins, plusieurs observateurs croient que M. Fontaine remportera l'élection pour un deuxième mandat.

Une partie des 633 chefs appelés à voter est déjà arrivée à Ottawa en prévision de l'assemblée annuelle, qui débute demain. Le vote se mettra en branle dès mercredi. Pour être reconnu gagnant, un candidat doit avoir emporté au moins 60 pour cent du suffrage, ce qui pourrait exiger la tenue de plusieurs tours de scrutin.

Les deux autres candidats sont Marilyn Buffalo, l'ancienne présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada et Lawrence Martin, le grand chef d'une première nation de l'Ontario, gagnant d'un prix Juno à titre de musicien.

Phil Fontaine, 55 ans, est reconnu pour avoir amélioré les relations avec le gouvernement fédéral, qui étaient de glace durant les dernières années du règne d'Ovide Mercredi, son prédécesseur.

Par contre, certains reprochent maintenant à M. Fontaine d'être trop proche d'Ottawa.

Selon Taiaiake Alfred, un activiste mohawk directeur du programme de gouvernance autochtone à l'Université de Victoria, plusieurs croient que l'assemblée n'est plus le bon moyen, pour les nations autochtones dispersées un peu partout au Canada, de faire va-

loir leur point de vue auprès des politiciens fédéraux.

M. Alfred ajoute que l'assemblée serait maintenant un mini gouvernement qui dispense des services plutôt qu'un lobby de la cause autochtone.

Phil Fontaine s'offusque d'entendre de telles critiques et réplique en martelant tous les gains réalisés par l'assemblée au cours des dernières années. Le chef sortant fait référence au fonds d'indemnisation de 350 millions \$ pour ceux qui ont été marqués par leur séjour dans les internats gouvernementaux pour autochtones, aux 582 millions \$ alloués à la suite de la Commission royale sur les peuples autochtones, en 1996, aux 1,5 milliard \$ sur cinq ans pour la formation à l'emploi des autochtones et aux 100 millions \$ pour la jeunesse autochtone.

« Nous avons négocié et obtenu

ces ressources additionnelles à une époque de compressions budgétaires radicales au gouvernement », précise M. Fontaine.

De plus, ce dernier ajoute que l'an dernier, sous son mandat, l'assemblée a éliminé sa dette de 1,5 million \$. Phil Fontaine dit maintenant vouloir concentrer ses efforts sur les problèmes sociaux qui affligent les communautés autochtones du pays.

La vétusté des logements, les problèmes de santé et le chômage élevé sont les pires problèmes d'environ 385 000 Amérindiens avec statut vivant dans les réserves. Au total, la population d'origine autochtone du Canada serait d'environ 1,5 million.

Le nombre de suicides dans les réserves est beaucoup plus élevé que la moyenne canadienne et l'espérance de vie y est plus courte, mais la croissance démographique est deux fois plus élevée que dans



Matthew Coon Come est le plus sérieux adversaire du chef sortant, Phil Fontaine.

l'ensemble du Canada. Les autochtones âgés de moins de 30 ans sont très désillusionnés, selon les chefs.

OUI OUI
Jusqu'à 1000\$ de plus pour votre échange
TOUTES MARQUES ACCEPTÉES

LIQUIDATION des modèles 2000

Caravan 2000
500\$ RABAIS ADDITIONNEL

299\$** /mois
Loc. 36 mois

Programme fidélité FINANCEMENT FACILE

pie IX DODGE CHRYSLER 2000 inc.

9350, boul. Pie-IX Montréal (Nord de Métropolitain)
www.pieixchrysler2000.com

(514) **327-9000**

LIQUIDATION
Néon 2000 démo **257\$***** /mois
• 5 rapports • climatiseur

Location 48 mois LÉGÈREMENT UTILISÉE

SUPER RABAIS DÉMO
à partir de **24 995\$***
Jeep Sahara

pie IX 2000
Dodge, Chrysler, Jeep

NEON H-LINE 97 5 rapports, climatiseur 129\$ /mois Location facile	NEON COUPÉ 97 5 rapports, climatiseur 139\$ /mois Location 24 mois	NEON EX 98 5 rapports, toit ouvrant 159\$ /mois Location rapide	NEON SPORT 98 5 rapports, climatiseur 179\$ /mois Location 24 mois
INTREPID 97 V6, automatique, tout équipée 219\$ /mois Location 24 mois	NEON SPORT 99 5 rapports, climatiseur 199\$ /mois Location rapide	CIRRUS LX 99 Automatique, tout équipée 269\$ /mois Location 24 mois	CARAVAN 99 2 couillissantes, climatiseur 299\$ /mois Location facile
NEON H LINE 98 5 rapports, climatiseur 189\$ /mois 0 \$ comptant	AVENGER ES 97 Sport, tout équipée 259\$ /mois 0 \$ comptant	INTREPID 99 Série exécutive 299\$ /mois 0 \$ comptant	GRAND CARAVAN 98 2 couillissantes, tout équipée 299\$ /mois 0 \$ comptant

Juillet est le mois des vrais acheteurs. Vous êtes acheteurs... vous êtes gagnants chez nous.

PIE IX 2000 " DIFFÉRENT " (514) **327-9000**

DÉMONSTRATEURS GRAND CHEROKEE Ltd 2000

28G super équipée à partir de **39 485\$****
Location 36 mois disponible

CIRRUS LX 2000
Automatique, climatiseur, tout équipée
à partir de **18 495\$****
Location disponible

GRAND CHEROKEE LAREDO
V6, tout équipée **499\$**** /mois
Location 36 mois

DURANGO
V8, tout équipée **499\$**** /mois
Location 36 mois

Les libéraux voient Day comme un défi, non comme une menace

NAHLAH AYED
Presse Canadienne
TORONTO

Même si les débuts de Stockwell Day sur la scène politique nationale en tant que chef de l'Alliance canadienne attirent l'attention, les libéraux fédéraux ont plutôt tendance, publiquement, du moins, à considérer celui-ci comme une quantité négligeable.

Certains libéraux (et sans aucun doute la haute gomme du parti) constatent en effet que M. Day est un bon politicien, mais ils estiment aussi qu'il lui manque les habiletés et les idées pour devenir une menace substantielle.

De plus, les convictions personnelles socialement conservatrices de M. Day et son curriculum politique en tant que ministre des Finances de l'Alberta rebutteront les électeurs lors des prochaines élections, prévoient-ils.

Les libéraux soutiennent, enfin, que M. Day aura à ce point fort à faire pour maintenir l'unité de son parti qu'il ne sera pas en mesure de faire de l'Alliance canadienne une opposition officielle dangereuse.

Toutefois, s'ils se persuadent du peu de possibilité de perdre du terrain aux mains de Stockwell Day, les stratèges du parti ne s'en atti-

vent pas moins pour trouver des moyens de minimiser les dommages potentiels que celui-ci pourrait leur infliger.

Certains de ces stratèges avouent d'emblée que des députés libéraux de l'Ouest — parmi lesquels se trouvent les ministres Ralph Goodale, Anne McLellan et David Kilgour — auront une très chaude lutte à livrer pour conserver leurs sièges, puisque M. Day prend les rênes d'un parti solidement implanté dans cette région.

« Leurs campagnes seront très difficiles, admet l'un de ces organisateurs libéraux. En fait, l'une des possibilités envisagées en Alberta et en Saskatchewan consiste à faire le maximum pour faire réélire McLellan et Kilgour sans chercher à gagner de nouveaux sièges libéraux. »

Certains craignent par surcroît que le message de Stockwell Day ne trouve plusieurs partisans dans l'Ontario rural. Cette préoccupation sera assurément exprimée au cours de la réunion du caucus libéral qui se tiendra à Winnipeg, au mois d'août, a déclaré un stratège libéral.

On semble aussi croire que les dégâts pourraient s'avérer encore plus lourds si des élections étaient tenues à l'automne.

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
COURS INTENSIFS à temps partiel et semi-intensifs
de jour, 25 h/semaine matin, après-midi, soir
135 \$ à 145 \$/semaine* 1 à 7 fois/sem. • 195 \$/30 h*
*matériel pédagogique inclus, pas de taxe, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40\$

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage MtL
Laurier (514) 278-5309 • www.converlang.com

loto-québec 30 ANNIVERSAIRE

NUMÉRO COMPLET 100 000 \$	4 DERNIERS CHIFFRES 100 \$
5 DERNIERS CHIFFRES 1 000 \$	3 DERNIERS CHIFFRES 30 \$
	2 DERNIERS CHIFFRES 20 \$

Numéro du 2000-07-10: **735126**
(numéros décomposables)

2000-07-01 238948	2000-07-06 593376
2000-07-02 000347	2000-07-07 657845
2000-07-03 407305	2000-07-08 169578
2000-07-04 873024	2000-07-09 308079
2000-07-05 432630	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
100 000\$ chaque jour du 1^{er} au 30 juillet 2000

ON ENTEND PLEIN DE BONNES CHOSES À PROPOS DU RODEO ENTRE LES BRANCHES.

RODEO S 2000
Taux de location **1,9%**

À partir de **297\$ /mois***
Boil 36 mois. Comptant 4234 \$
OU **31 015 \$'**

Le Rodeo S est bourré de caractéristiques impressionnantes. Comme son puissant moteur V6. Son système électronique 4x4 à la volée. Et de l'espace utilitaire à revendre. Le tout pour bien moins cher que vous ne l'imaginez.

ISUZU
Loin devant.

*Modèle Isuzu Rodeo S 1SA 2000. Cette mensualité est calculée sur un bail de 36 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou versement équivalent) de 4234 \$ ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie remboursable de 350 \$ sous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûte que 12 cents. Voyez votre détaillant Isuzu pour un prix de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités concernant votre budget. *PDS: Les détails peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Scab Isuzu de Blainville 249, boul. Seigneurie Ouest Blainville (450) 437-6337 www.saturndeblainville.saturncanada.com (Autoroute 15, sortie 25)	Gravel Saturn Scab Isuzu 1, Place Ville-Marie, # 11180 Montréal (514) 861-2000 www.gravelouta.com (Angle Cathcart et McGill College)	Bourassa Saturn Scab Isuzu 1615, boul. St-Martin Est Laval (514) 385-9191 www.bourassauroute.com	Mondial Saturn Scab Isuzu 9415, Papineau Montréal (514) 385-7222 www.mondial-ssi.com
Saturn Scab Isuzu de Brossard 9550, boul. Marie-Victoria Brossard (450) 672-2500 www.giareouta.com (Route 132 et pont Champlain)	Saturn Scab Isuzu de Terrebonne 795, boul. des Seigneurs Terrebonne (450) 964-3374	Décario Saturn Scab Isuzu 6800, boul. Decarie Montréal (514) 342-2222 www.decariosaturn.com (Angle Van Horne)	West Island Saturn Scab Isuzu 9175, route Transcanadienne Ville St-Jeans (514) 332-4124 www.westisland-ssi.com (Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 15)

SOLARIUMS Zytco

SOLARIUMS TROIS ET QUATRE-SAISONS

VENEZ VOIR NOS NOUVEAUX MODÈLES 2000

SALLE DE MONTRE OUVERTE LE SAMEDI
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514 335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800 361-9232

Les petites annonces

Marché aux puces
240

7 jours consécutifs

pour seulement **24,99\$*** pour 3 lignes
1,19 \$* par ligne, par jour additionnel
* taxes en sus

La Presse
(514) **285-7111**
sans frais 1 800 361-5013

Pour cette offre spéciale, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut annuler après la première parution, cependant la facturation s'établira obligatoirement pour le nombre de jours de parution demandé lors de la réservation. Payables avant publication.

Sainte-Anne-de-Bellevue: le projet de l'école devant les tribunaux

MARTINE ROUX

La construction d'une école primaire dans un parc du quartier nord de Sainte-Anne-de-Bellevue continue de diviser les résidents. Soutenant que le zonage du site ne permet pas l'aménagement d'une école, les opposants du projet transposent désormais le dossier devant les tribunaux.

En avril dernier, lorsque la municipalité a annoncé que le petit parc Vallée, un espace vert jalonné de sentiers pédestres, accueillera la nouvelle école, les riverains ont vu rouge. Décidés à trouver un autre site pour l'école, ils ont formé une coalition, suscitant dès lors la

colère d'un groupe de parents du quartier favorables au choix du site. L'administration municipale a maintenu sa décision d'implanter l'école à cet endroit.

La semaine dernière, à quelques mois du début des travaux de construction, la Coalition des résidents du quartier nord a demandé à la Cour supérieure de se pencher sur la validité du règlement de zonage, qui selon elle ne permet pas l'implantation de l'école.

« Selon nous, une modification au règlement de zonage est nécessaire pour implanter une école à cet endroit, soutient Éric Dugas, l'un des 36 membres de la Coalition qui ont signé la requête. Mais la Ville n'a pas fait cette modification. »

La coalition ne s'oppose pas à la venue d'une école dans le quartier, insiste-t-il, mais suggère qu'elle soit érigée sur un terrain adjacent. « Nous avons fait les démarches

auprès des trois entreprises propriétaires du terrain et deux d'entre elles acceptaient de vendre, poursuit-il. Mais la Ville a maintenu sa décision. »

De l'autre côté de la barrière, le groupe de parents favorables à l'implantation de l'école dans le parc Vallée, est consterné de voir l'affaire rebondir sur le bureau d'un juge.

« La position de la coalition n'est pas représentative de l'opinion des résidents du quartier, soutient Gilles Martel, porte-parole du groupe. Les architectes de la commission scolaire (Marguerite-Bourgeoys) ont fait un travail remarquable mais ce n'est toujours pas suffisant. Depuis le début, ils ont adopté l'attitude du pas-dans-ma-cour. »

Selon M. Martel, qui affirme représenter plus de 600 personnes, les arguments de la Coalition sont « stupides. Un zonage résidentiel

(tel celui du parc Vallée) permet un équipement éducatif sous l'égide d'un corps public. Si ce n'est pas une école, je me demande ce que c'est ! »

Si la Coalition obtient gain de cause, la municipalité devra modifier le zonage, ce qui nécessitera l'ouverture d'un registre et éventuellement un référendum, explique M. Dugas. Le groupe de parents craint quant à lui que les procédures judiciaires ne retardent l'ouverture de l'école. « Tous les résidents de l'Ouest-de-l'Île souffriraient à cause d'une poignée de riverains qui veulent garder leur parc », fulmine M. Martel.

Le maire de Sainte-Anne-de-Bellevue, Bill Tierney, affirme pour sa part que la Ville a respecté sa réglementation. « Selon deux avis légaux produits par nos juristes, la Ville a agi correctement. C'est un geste posé pour la majorité. »

Air Canada et ses pilotes continuent leurs pourparlers

Presse Canadienne

Les discussions entre Air Canada et le syndicat des pilotes se sont poursuivies tout au long de la fin de semaine et continueront aujourd'hui.

« Nous nous concentrons sur la résolution des questions prépondérantes », a indiqué un porte-parole d'Air Canada, qui a refusé d'émettre quelque commentaire additionnel.

L'Association des pilotes d'Air Canada doit obligatoirement fournir un préavis de 72 heures avant de débrayer. Aucune date-butoir n'a pour l'instant été fixée.

Les pilotes veulent de meilleurs salaires et une meilleure sécurité d'emploi. Leur précédent contrat de travail est venu à échéance le 1er avril.

QUI VOUS OFFRE LE DESIGN ITALIEN, LA MANIABILITÉ BRITANNIQUE, LA TECHNOLOGIE ALLEMANDE, PLUS D'ÉQUIPEMENT DE SÉRIE QUE N'IMPORTE QUELLE AUTRE VOITURE DE SA CATÉGORIE EN PLUS D'UN TAUX IMBATTABLE DE FINANCEMENT ?

Les voitures Daewoo, dessinées par Giorgetto Giugiaro du célèbre studio ItalDesign, associent une aérodynamique haute technologie à des formes gracieuses et des intérieurs exceptionnellement spacieux. Le groupe motopropulseur de conception allemande est l'œuvre de Ulrich Bez, un ancien ingénieur de Porsche. Chaque véhicule Daewoo est équipé d'un châssis dessiné chez Porsche et d'une suspension inspirée de la Lotus et mise au point à Worthing, au Royaume-Uni. Vous obtenez aussi un engagement qui se poursuit longtemps après l'achat de votre véhicule. En effet, toutes les Daewoo neuves sont livrées avec une garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur ainsi que le programme Guardian d'assistance routière 24 heures sur 24, qui vous assure une aide d'urgence pendant trois ans. En matière d'économie pour une voiture neuve, le monde est de plus en plus futé.



DAEWOO

Le monde est de plus en plus futé

LA TOUTE NOUVELLE *Nubira* SX berline 16 700 \$*



• moteur 2,0 litres DOHC • climatisation • lève-vitres et verrouillage électriques • rétroviseurs chauffants à contrôle électrique • stéréo AM/FM et lecteur CD • feux antibrouillard • dégivreur de lunette avec minuterie • essuie-glace intermittents • siège conducteur réglable en hauteur • deux coussins gonflables • dossier de banquette arrière rabattable en deux parties (60:40) • tapis de plancher • transmission manuelle 5 vitesses

238 \$ PAR MOIS, CONTRAT DE LOCATION 48 MOIS -
Seulement 1 875 \$ de comptant
(frais de transport et de préparation inclus)
Plans sans comptant aussi offerts.

TAUX DE FINANCEMENT DE
1,9% ††
À L'ACHAT JUSQU'À 48 MOIS
SUR TOUS LES MODÈLES DAEWOO.



Lanos S 3 portes 12 750 \$*

• deux coussins gonflables • siège conducteur réglable en hauteur • stéréo AM/FM avec radio-cassette • essuie-glace intermittents • dégivreur de lunette avec minuterie • essuie/lave-glace de lunette • direction assistée • tapis de plancher • bout du tuyau d'échappement en chrome • transmission manuelle 5 vitesses • 9,0L/100km (31 milles/gal) ville • 5,9L/100km (48 milles/gal) route

199 \$ PAR MOIS, CONTRAT DE LOCATION 48 MOIS -
Seulement 900 \$ de comptant
(frais de transport et de préparation inclus)
Plans sans comptant aussi offerts.



Leganza SX 20 600 \$*

• moteur 2,2 litres DOHC • transmission automatique 4 vitesses • freins à disque aux 4 roues • climatisation • lève-vitres et verrouillage électriques • verrouillage sans clé avec système d'alarme • stéréo AM/FM et lecteur CD • régulateur de vitesse • feux antibrouillard • rétroviseurs chauffants à contrôle électrique • volant enveloppé de cuir • sièges avant inclinables avec support lombaire • siège conducteur réglable en hauteur • tapis de plancher

299 \$ PAR MOIS, CONTRAT DE LOCATION 48 MOIS -
Seulement 2 000 \$ de comptant
(frais de transport et de préparation inclus)
Plans sans comptant aussi offerts.

C'EST NOUS. DAEWOO.

POUR CONNAÎTRE L'EMPLACEMENT DU CONCESSIONNAIRE LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS, COMPOSEZ SANS FRAIS LE 1 877 290-3500 OU VISITEZ LE WWW.DAEWOOAUTO.CA

Daewoo Longueuil
400, boul. Roland-Therrien
Longueuil
(450) 928-3000

Daewoo Brossard
9200, boul. Taschereau
Brossard
(450) 659-9180

Daewoo Décarie
5470, rue Paré
Montréal
(514) 341-8727

Daewoo Houle
12230, rue Sherbrooke Est
Montréal
(514) 640-5010

Daewoo Lajeunesse
8065, rue Lajeunesse
Montréal
(514) 273-7771

Daewoo Sherbrooke
969, rue Haut-Bois
Rock Forest
(819) 563-0003

Daewoo de Laval
650, boul. St-Martin Est
Laval
(450) 629-6262

Daewoo Trois-Rivières
3851, boul. Royal
Trois-Rivières
(819) 374-4441

Daewoo Gatineau
346, boul. Gréber
Gatineau
(819) 561-6669

Daewoo Granby
1257, rue Principale
Granby
(450) 777-7115

Daewoo Châteauguay
21, boul. Industriel
Châteauguay
(450) 691-2424

Daewoo Léveillé
501, boul. Terrebonne
Terrebonne
(450) 471-4118

Daewoo St-Hyacinthe
5765, boul. Laurier
St-Hyacinthe
(450) 778-5765
(514) 327-5765

*Offres disponibles au détail sur les nouvelles Nubira SX berline 2000, Lanos S 3 portes 2000 et Leganza SX berline 2000. PDSF de 16 700 \$ / 12 750 \$ / 20 600 \$. Frais de transport et de préparation (680 \$), immatriculation et taxes applicables en sus. †Location-bail de 48 mois avec kilométrage de 96 000 km. Frais de 0,08 \$ (Nubira et Lanos) ou de 0,10 \$ (Leganza) pour chaque kilomètre additionnel parcouru. Mensualités de 238 \$ / 199 \$ / 299 \$ pour la location-bail. Acompte de 1 875 \$ / 900 \$ / 2 000 \$. Première mensualité et dépôt de garantie de 300 \$ / 250 \$ / 350 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 11 424 \$ / 9 552 \$ / 14 352 \$. Option d'achat au terme de la location au coût de 6 012 \$ / 4 335 \$ / 8 034 \$. Taux annuel de location 4,9 % / 4,4 % / 6,1 %. Frais de transport et de préparation (680 \$) inclus. Taxes, immatriculation et assurances en sus. ††Exemple de financement: 17 000 \$ à un taux de 1,9 % équivalant à des mensualités de 368,08 \$ pour 48 mois. Coût du prêt de 667,84 \$ pour une obligation totale de 17 667,84 \$. Taux de financement spécial sur 60 mois également disponible. Le concessionnaire peut vendre/louer à prix moindre. Offres sujettes à l'approbation du crédit et disponibles seulement par l'entremise des Services financiers Daewoo et des concessionnaires Daewoo participants jusqu'au 31 juillet 2000.

QUI RECONNAÎT L'IMPORTANCE DE BOUCLER SA CEINTURE ? C'EST NOUS. DAEWOO.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
10 juillet 2000

Page A12 manquante

L'été aux Habitations Jeanne-Mance

Plusieurs enfants passent l'été à Montréal. Certains gardent leur petite soeur ou leur jeune frère, d'autres jouent dans les parcs ou s'ennuient devant la télévision. Cet été, La Presse vous raconte leur histoire. Voici le premier d'une série de six reportages.

du chariot et l'installe sur une balançoire. Aujourd'hui, il ne peut pas jouer avec ses amis. Il s'occupe de Samantha pendant que sa mère veille sur ses autres soeurs, en lavant les fenêtres de leur appartement.



« Au parc Jarry, il y a des installations où Alexandre peut faire de la planche à roulettes. Il adore ça, mais il n'y va pas souvent. J'aime gâter mes enfants et les sortir, mais avec cinq jeunes, ce n'est pas toujours possible. Il faut un autre adulte avec moi pour



PHOTO PATRICK SANFAÇON, La Presse ©

Alexandre Bédard ne s'ennuiera pas cet été. Ses quatre soeurs, la baignade, le vélo et les jeux dans les parcs de la ville vont le tenir occupé.

« Elle ne pourra pas se fier sur moi, bientôt je ne serai plus là », lance-t-il. Alexandre part 15 jours dans un camp de vacances, mais il passera le reste de ses 70 jours de relâche scolaire à Montréal, à profiter des parcs et des coins de verdure.

« Ce que j'aime de l'été ? » Le jeune garçon réfléchit sérieusement. « Me baigner dans ma grande piscine. Elle fait au moins deux mètres de long. »

Il montre la cour arrière du logement à prix modique où il habite, rue Saint-Dominique. Sur la terre battue, une piscine gonflable et des balançoires remplissent l'espace. Le gazon ne pousse pas, il y a trop d'ombre.

Alexandre a quatre soeurs, des fillettes âgées de 9 mois à huit ans. Il veille sur elles pour épauler sa mère qui est souvent confinée dans l'appartement où elle s'occupe des plus jeunes. Martine Bédard n'aime pas que son aîné s'éloigne seul dans ce quartier du centre-ville, avec ses commerces, ses tours à bureaux, ses prostitués et ses vendeurs de drogue. Dès qu'elle le peut, Martine Bédard amène ses rejetons dans les parcs, ce qui les change du paysage de béton.

les surveiller », confie Mme Bédard.

Les 15 jours qu'Alexandre passe au camp de vacances lui apportent un lot de découvertes et d'aventures. « Je goûte à de nouvelles choses, comme de la soupe au boeuf. Il y a aussi la chasse au renard. »

— La chasse au renard ? La vraie chasse ?

— Ben oui, les moniteurs sont les renards et il faut les attraper, comme à la tag.

Dès son retour à Montréal, Alexandre pourra profiter de son cadeau de fin d'année. Pour le récompenser d'avoir trimé dur à l'école, sa mère lui a offert un laissez-passer pour La Ronde. Les manèges feront donc partie de son décor estival.

Et que fera-t-il d'autre ? « Bah, je ne sais pas. Je vais regarder la télé et jouer au Nintendo 64. Je fais aussi des activités avec ma mère, comme le lavage ou je l'aide à préparer les repas. »

Alexandre s'informe de l'heure. Les cheveux encore mouillés par sa baignade quotidienne, il court vers son appartement. Sa famille l'attend pour le souper.



Pascale Breton

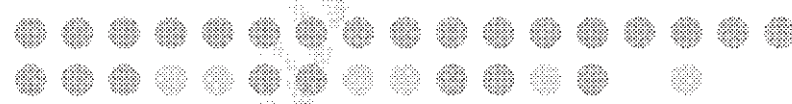
Le quadrilatère des Habitations Jeanne-Mance fourmille en ce bel après-midi ensoleillé d'été. Un panier de basket fait le bonheur des adolescents tandis que les petits s'émoussillent dans le bassin d'eau. Sans les regarder, un jeune garçon se dirige lentement vers le petit parc, tirant un chariot en plastique dans lequel une petite fille est assise.

Alexandre Bédard a dix ans. En septembre, il retournera à l'école Garneau, en cinquième année. Plutôt frêle, ce garçon aux grands yeux bruns semble plus jeune que son âge. Avec sollicitude, il aide sa petite soeur de deux ans à descendre

Complètement
Tam Tam!

Ce soir, Sébastien Benoit reçoit
Robert Gillet et Normand Brathwaite.

TAM TAM 19h
DU LUNDI AU VENDREDI



Réalisation-coordination : Claude Desrosiers



ICI RADIO-CANADA

Malaise cardiaque et émoi sous l'autoroute 15

ANDRÉ DUCHESNE

Un chauffeur d'autobus de la STCUM a été victime d'un malaise cardiaque hier après-midi alors qu'il était en plein travail, causant bien malgré lui tout un émoi chez des automobilistes croyant qu'une autre section de l'autoroute 15 était en train de leur tomber sur la tête!

Cette curieuse histoire a commencé vers 14h30 alors qu'un véhicule de la Société de transport de la CUM avec quelques personnes à son bord roulait vers l'ouest sur la voie de service (rue Crémazie) de l'autoroute 40, à la hauteur de l'autoroute 15 sous laquelle elle passe.

À cet endroit, le chauffeur a soudainement été victime d'un malaise cardiaque. «Il a perdu la maîtrise de son véhicule qui a percuté deux bordures de ciment avant de s'arrêter sur un pilier du viaduc», raconte l'agent Ian Lafrenière du Service de police de la CUM.

Or, sur les lieux de l'impact, ces bordures bétonnées (communément appelées Jersey) servent à séparer la voie de service de la petite rue Beauharnois qui lui est parallèle. Déplacées par la force de l'autobus en mouvement, les deux bordures se sont retrouvées exactement sous un des côtés de l'autoroute 15.

Les usagers de la route circulant sur la rue Beauharnois à ce moment-là se sont brusquement arrêtés, croyant qu'une section de l'autoroute 15 était en train de s'effondrer. Ils avaient bien entendu en mémoire l'effondrement du viaduc du boulevard du Souvenir survenu à Laval le dimanche 18 juin dernier, faisant un mort et deux blessés.

L'agent du SPCUM se fait toutefois rassurant. «Les représentants du ministère des Transports vont venir inspecter le pilier, mais rien n'est tombé de l'autoroute 15, précise l'agent Lafrenière.

Le conducteur de l'autobus a été conduit à l'hôpital et il serait hors de danger. Sous l'impact, deux personnes ont également été légèrement blessées.

Après la rage au volant, la rage à vélo

ANDRÉ DUCHESNE

Une autre histoire de rage au volant est survenue hier soir à l'angle des rues Jarry et Saint-Michel dans l'est de Montréal, faisant deux blessés légers. Mais cette fois, l'agresseur était... à bicyclette.

Vers 18h22, l'homme de 44 ans roulant à vélo passe à côté d'une voiture de marque Audi dans laquelle prend place un homme de 39 ans. Pour une raison encore inconnue des policiers, le cycliste fait un doigt d'honneur (un *finger*, si vous préférez) à l'automobiliste.

«À ce moment-là, le conducteur de la voiture s'est immobilisé et a débarqué. Une altercation a suivi et le suspect a poignardé le conducteur à l'abdomen avec un petit couteau», rapporte l'agent Ian Lafrenière du Service de police de la CUM.

Après avoir commis son geste, le cycliste tente de prendre la fuite. Légèrement blessé, le conducteur saute dans sa Audi et le pourchasse. Il réussit à le rejoindre et le heurte avec son véhicule. Cette fois, c'est le cycliste qui est blessé, légèrement lui aussi. Il reprend sa monture et continue sa route.

Mais le conducteur a un téléphone cellulaire en sa possession et communique avec les policiers. Ces derniers arrêtent le suspect à l'intersection de la rue Jarry et de la 1^{re} Avenue.

Les deux hommes ont eu le temps de refroidir leurs ardeurs en étant conduit à l'hôpital pour y être soignés. L'agent Lafrenière n'a pu spécifier s'ils se trouvaient dans le même établissement mais a affirmé que tous deux étaient sous garde policière.

Des accusations devraient être portées contre l'agresseur en vélo, mais leur nature ne sera déterminée qu'à la suite de l'enquête. Les policiers veulent entre autres savoir ce qui a pu l'inciter à montrer son majeur au conducteur de la Audi. Quant à ce dernier, on ne pouvait dire si des accusations seraient portées contre lui ou si son geste sera interprété comme une manœuvre pour immobiliser un fuyard.

Financement à l'achat **5,8%**[†] Durée limitée.

L'Acura 1.6EL Édition Spéciale Caractéristiques principales: climatiseur, groupe électrique, radio AM/FM avec lecteur de CD, régulateur de vitesse, puissant moteur VTEC, système d'entrée sans clé et tellement plus...

Option 0\$ comptant disponible. Transport et préparation inclus. 0\$ dépôt de sécurité pour un temps limité.

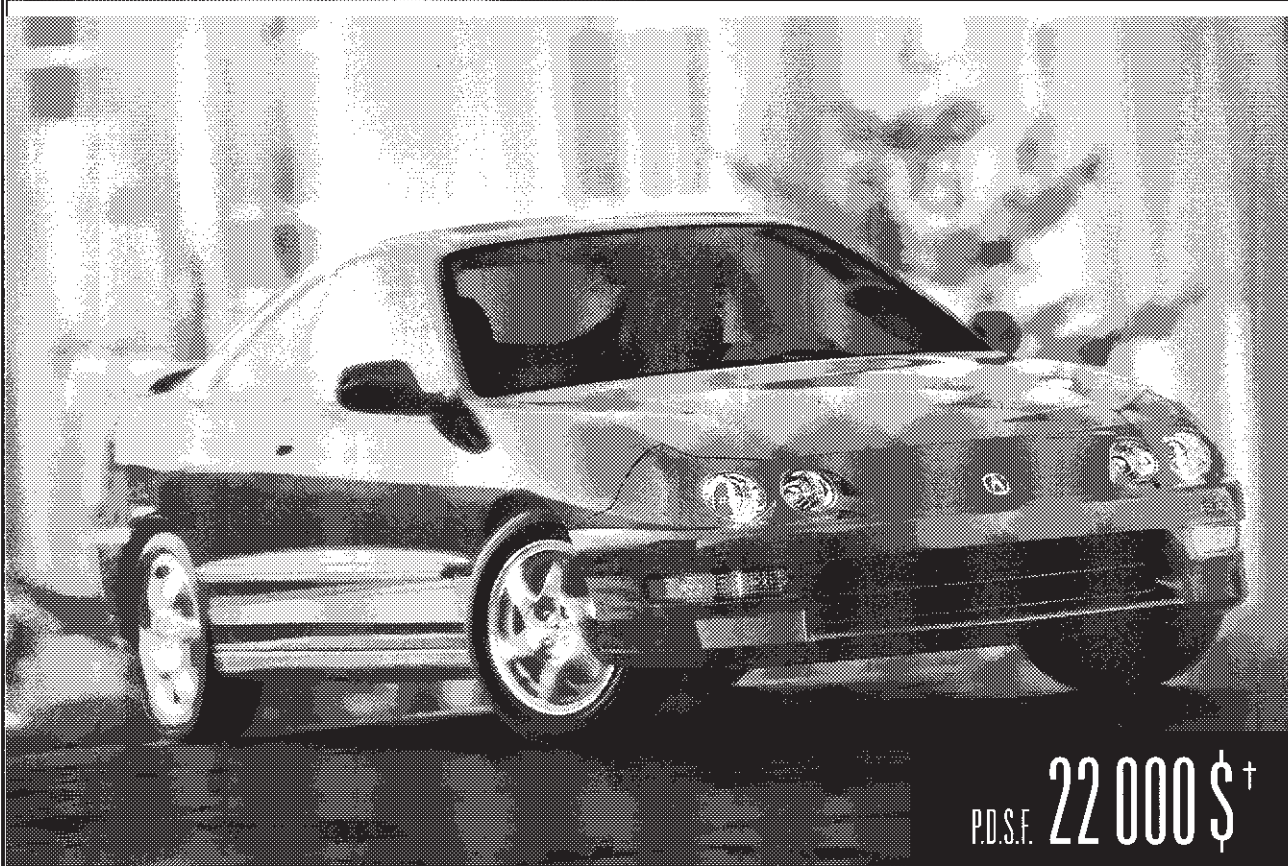
L'Acura Integra Édition Spéciale Caractéristiques principales: climatiseur, groupe électrique, radio AM/FM avec lecteur de CD, antenne électrique, becquet arrière, roues en alliage et tellement plus...

Manquez pas les bas taux.

Location de 278\$/mois*



P.D.S.F. 20 000 \$[†]



P.D.S.F. 22 000 \$[†]

Les Acura 1.6EL Édition Spéciale 2000 et Integra Édition Spéciale 2000



Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

www.acura.ca

*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura 1.6EL (modèle MB454YPB) 2000. Total des paiements de 15 639\$. Un acompte de 2 295\$ et un premier versement sont requis; pour l'option 0\$ comptant, seul le premier versement est requis. Le modèle offert peut différer de l'illustration. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,10 \$ par kilomètre supplémentaire). Taxes, immatriculation et assurance en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. †Financement à 5,8% S.A.C. pour les modèles 1.6EL et Integra, à l'exception de la Type R (DC231V). Plusieurs termes offerts. Un acompte pourrait être exigé.

†P.D.S.F. de 20 000 \$ pour la 1.6EL (modèle MB454YPB) 2000 et de 22 000 \$ pour l'Integra (modèle DC434YPB) 2000 neuves. Transport et préparation (850 \$), taxes, immatriculation et assurance en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les modèles offerts peuvent différer des illustrations. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Assistance routière 24 heures Acura.

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
Anjou

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O.
Brossard

On embellit
les routes
du Québec



Pêcheurs d'un jour

MARTINE ROUX

Après avoir ramassé des vers de terre dans le jardin, Simon Viens et son papa Benoît ont passé la nuit sous la tente... sur le terrain de leur résidence montréalaise. Simple question de préparation psychologique car hier, le père et le fils profitaient de la première Fête de la pêche pour tendre leurs lignes dans le fleuve Saint-Laurent.

Organisé à l'initiative de la Société de la faune et des parcs et de la Fondation de la faune du Québec, l'événement *La pêche comme c'est pas permis* permettait ce week-end aux mordus de la canne comme aux pêcheurs occasionnels de taquiner le poisson sans permis, aux quatre coins du Québec.

Au parc Bellerive dans l'est de l'île, ils n'étaient pas légion à tenter d'appâter un éventuel esturgeon, un doré ou une perchaude. Mais le coeur y était. Du moins celui de Simon, bien qu'il n'ait guère remonté que des algues sur le quai.

« Quand j'étais jeune, j'allais toujours pêcher dans une rivière des Cantons de l'Est, raconte son père, Benoît Viens. À cinq ans, Simon aime aussi beaucoup la pêche. J'essaie de lui transmettre ça... »

C'est exactement l'objectif de la fête de la pêche, ajoute l'agent de conservation de la faune Claude Lemaire. « Beaucoup de gens n'ont jamais pêché. Aujourd'hui, ce n'est plus un besoin alimentaire, mais si

personne ne songe à transmettre cette tradition aux plus jeunes, elle se perdra. »

Lyse Lebel et sa fille Catherine ont retardé leur départ en vacances d'une journée pour profiter de l'événement. Moins prévoyantes que Simon et son père, elles pensaient acheter des vers de terre sur place. Malheur : elles ont dû se rabattre sur la guimauve et le fromage en tranches pour aiguïser l'appétit des poissons !

« On veut être sûres de bien les nourrir ! plaisante Mme Lebel. Ce qui compte, c'est le plaisir de l'activité. On n'est pas des grands amateurs : on a acheté les cannes à pêche l'an passé dans une vente de garage et on les étrenne aujourd'hui. Mais on profite de l'occasion pour faire un pique-nique, c'est agréable. »

Même si elle a l'habitude de eaux plus abondantes et des étén-



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Simon, 5 ans, grand amateur de pêche (et de vers de terre!) a participé hier avec son père Benoît Viens à la première fête de la pêche. Peu de prises... mais beaucoup de plaisir!

dues sauvages, une grand-maman énergique a aussi accompagné son petit-fils au parc Bellerive pour la journée. Un groupe d'enfants participait quant à lui au programme « Pêche en herbe », une formation d'une journée visant à initier les jeunes de 9 à 12 ans au rituel de la pêche.

Les soeurs Naïla et Amina, respectivement « bientôt 11 ans » et « bientôt 9 ans », faisaient partie des jeunes élèves. « Pour moi, la pêche, c'est pas pour manger le poisson, explique Amina. C'est pour le regarder... »

Elles risquent d'ailleurs de communiquer leur nouvelle passion à

leurs parents, remarque la mère, Louiza Kettouche. « On trouve que la pêche fait partie des activités créatives et sportives importantes au Québec et il était important que les filles y soient initiées. Mon mari et moi n'avons jamais vraiment eu l'occasion de pêcher, mais qui sait, peut-être nous montreront-elles ? »

D'un océan à l'autre pour les enfants maltraités

MARTINE ROUX

Il a vu la révolte des étudiants de l'université National de Mexico, celle des indigènes du Chiapas, celle des sandinistes nicaraguayens. À 77 ans, le père dominicain Jacques Mercier se bat à son tour pour la cause des enfants maltraités en traversant le Canada à pied.

Parti d'Halifax le 16 mai dernier, Jacques Mercier était de passage ce week-end à Montréal. Le sac au dos et le coeur joyeux, il reprend ce matin la route d'Ottawa. Destination : Vancouver, où il prévoit arriver dans six mois.

L'idée a germé au Mexique, où il a passé 28 ans de sa vie, auprès des indigènes des quartiers pauvres de Mexico ou des montagnes du sud. « Il y avait longtemps que je rêvais de franchir une grande distance à

pied, expose l'énergique religieux. J'admire beaucoup Che Guevara, qui avait parcouru l'Amérique du Sud pour venir en aide aux lépreux. Après avoir reçu la visite de révolutionnaires nicaraguayens, il y a une quinzaine d'années, je me suis décidé. J'avais même commencé à m'entraîner ! »

Restait à trouver une cause. Elles ne manquaient pas. S'il prêche à tous vents des idéaux de justice et de paix, le bon père est particulièrement chagriné du sort de ces millions d'enfants qu'on arme jusqu'aux dents, qu'on exploite dans d'obscures manufactures ou qu'on caresse dans une chambre d'hôtel.

« Il est scandaleux que ces enfants ne soient pas respectés comme de véritables êtres humains, dit-il, un léger nuage traversant ses yeux bleu de mer. Il ne faut pas attendre que les gouverne-

ments réagissent. Je veux contribuer à ma façon à l'éveil de la société civile, sensibiliser les gens au destin de ces millions d'enfants maltraités. »

S'il contribue à ouvrir les yeux d'un seul Canadien à cette cause si chère à son coeur, il serait déjà comblé, se répète le père Jacques. « Nous n'avons pas le droit de désespérer. Je suis convaincu que l'action non violente d'une seule personne peut faire beaucoup évoluer la société. »

Marchant seul, il transporte le strict minimum sur son dos — sa chaise pliante ne le quitte cependant pas ! — et plante sa tente en plein champ ou dans la cour d'un bon samaritain. « Surtout, je n'accepte pas un sou. Ce n'est pas mon but. Je veux simplement rencontrer des gens, parler avec eux. C'est une expérience merveilleuse. »



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

À 77 ans, le père dominicain Jacques Mercier parcourt le Canada pour sensibiliser la population au triste sort des enfants exploités, abusés, maltraités.

loto-québec

6/49

Tirage du
2000-07-08

résultats

GAGNANTS

LOTS

6/6 3 3 333 333,40 \$

5/6+ 11 87 346,70 \$

5/6 402 1 912,00 \$

4/6 21 430 68,70 \$

3/6 395 669 10,00 \$

Ventes totales: 23 026 933 \$

Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

05 10 12 38 40 41

Numéro complémentaire: 11

4/9

Tirage du
2000-07-08

GAGNANTS

LOTS

6/6 0 1 000 000,00 \$

5/6+ 0 50 000,00 \$

5/6 16 500,00 \$

4/6 1 290 50,00 \$

3/6 25 581 5,00 \$

Ventes totales: 688 964,00 \$

11 14 21 22 28 40

Numéro complémentaire: 16

Banco

Tirage du
2000-07-09

10 12 13 15 25

31 37 38 43 46

47 53 54 55 58

59 61 63 64 69

Quintiffino

Tirage du
2000-07-09

3 4

509 1156

Extra

NUMÉRO: 621031

Extra

Tirage du
2000-07-09

NUMÉRO: 111262

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

GSI

Réseautique

Une division
du groupe GSI Technologies

Br@ncher

les familles

sur Internet

Québec

Système multimédia complet à compter de

26,75 \$
par mois

Sans frais :

1-877-908-8325

www.interteck.com/familles

MEGA RABAIS GRAVEL

JUSQU'À

10 000 000 \$

DE RABAIS

SUR UN VASTE CHOIX DE VÉHICULES LÉGÈREMENT UTILISÉS

GRATUIT CROISIÈRE POUR 2 PERSONNES

AUX BAHAMAS OU AU MEXIQUE
4 JOURS ET 3 NUITS • 12 MOIS POUR PARTIR
Transport non inclus. Frais portuaires de 89,99\$ US non inclus.

GRAVEL **GRAVEL**

PONTIAC BUREAU CENTRAL
1000 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE,
ÎLE-DES-SOEURS (514) 769-5353
SORTIE ÎLE-DES-SOEURS, À L'ENTRÉE DU PONT CHAMPLAIN

AUX 2 BOUTS DU PONT CHAMPLAIN
www.gravelauto.com
E-mail: groupegravel@mbr.centra.ca

CROISIÈRE VOISINAGE
5900 MARIE-VICTORIN, BROSSARD
(450) 466-2233 MTL: (514) 866-2233
SORTIE ROUTE 132 EST DU PONT CHAMPLAIN

* Collaboration au programme du Gouvernement du Québec - sujet à l'éligibilité au programme

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse
10 juillet 2000

Page A16 manquante